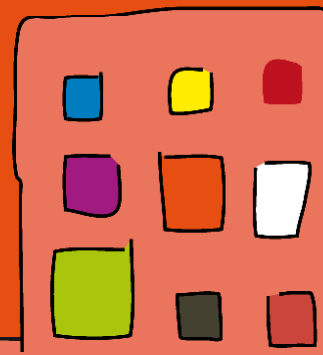
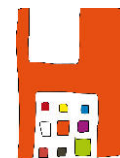


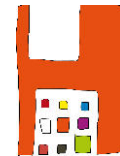
6^e PDALHPD du Gard

**Plan Départemental d'Action pour
le Logement et l'hébergement des Personnes
Défavorisées du Gard
2013-2017**





**COMITE RESPONSABLE
du
Vendredi 03 Juillet 2015**



EXTRANET - PDALHPD



Actualités
Documents
Archives

<http://pdalhpd.gard.fr>

Service Habitat et
Renouvellement Urbain
Conseil départemental du Gard

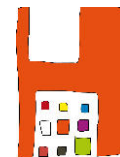


si vous souhaitez contribuer contacter le service 04.66.76.76.43



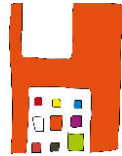
BILANS 2014

**des actions en faveur du
LOGEMENT et de
l'HEBERGEMENT**



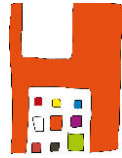
Objectif I :

**Développer l'offre de logement et
d'hébergement**

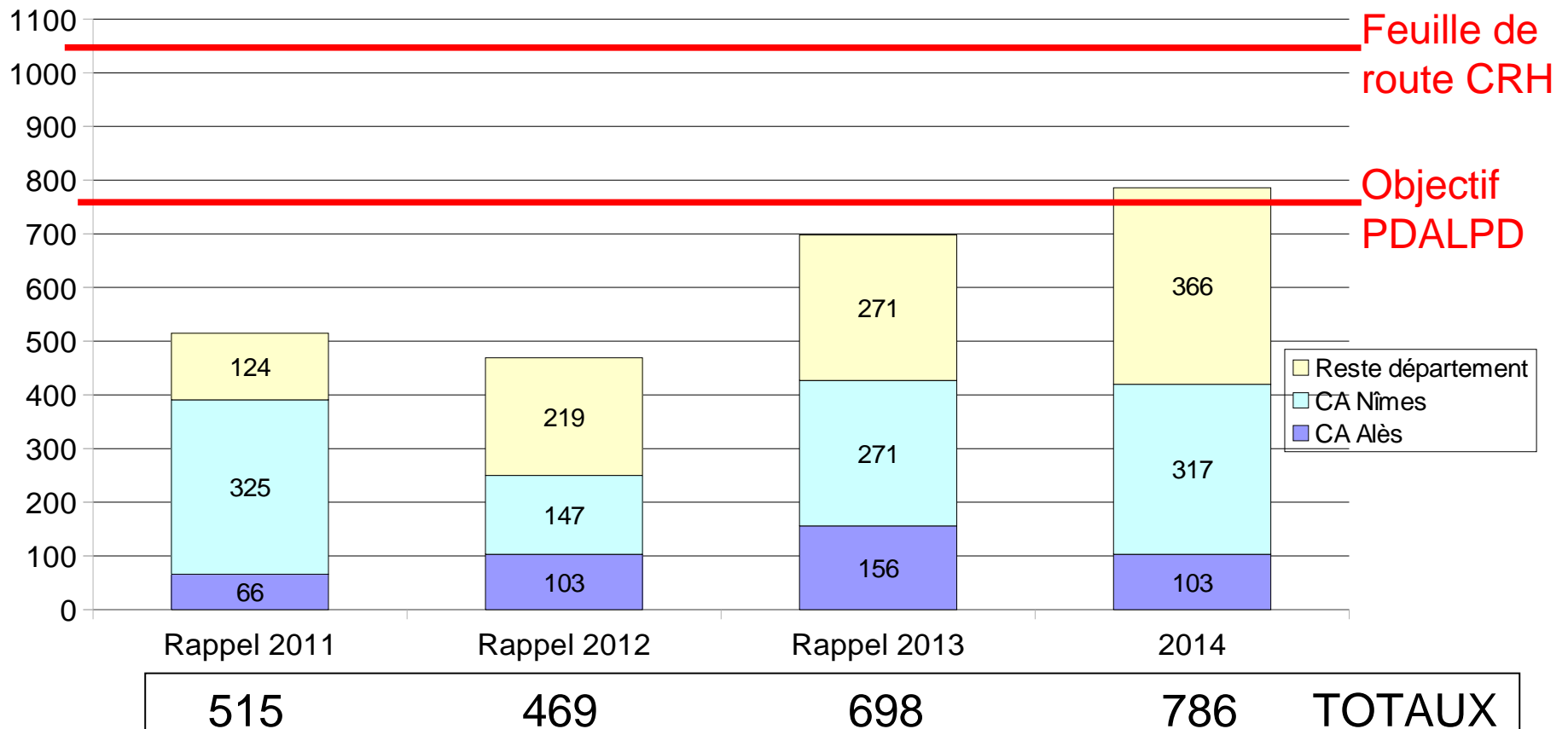


Objectif I :
**développer l'offre de logement et
d'hébergement**

Action 1 :
**réaliser des logements accessibles aux ménages
à faibles ressources dans le parc social public**

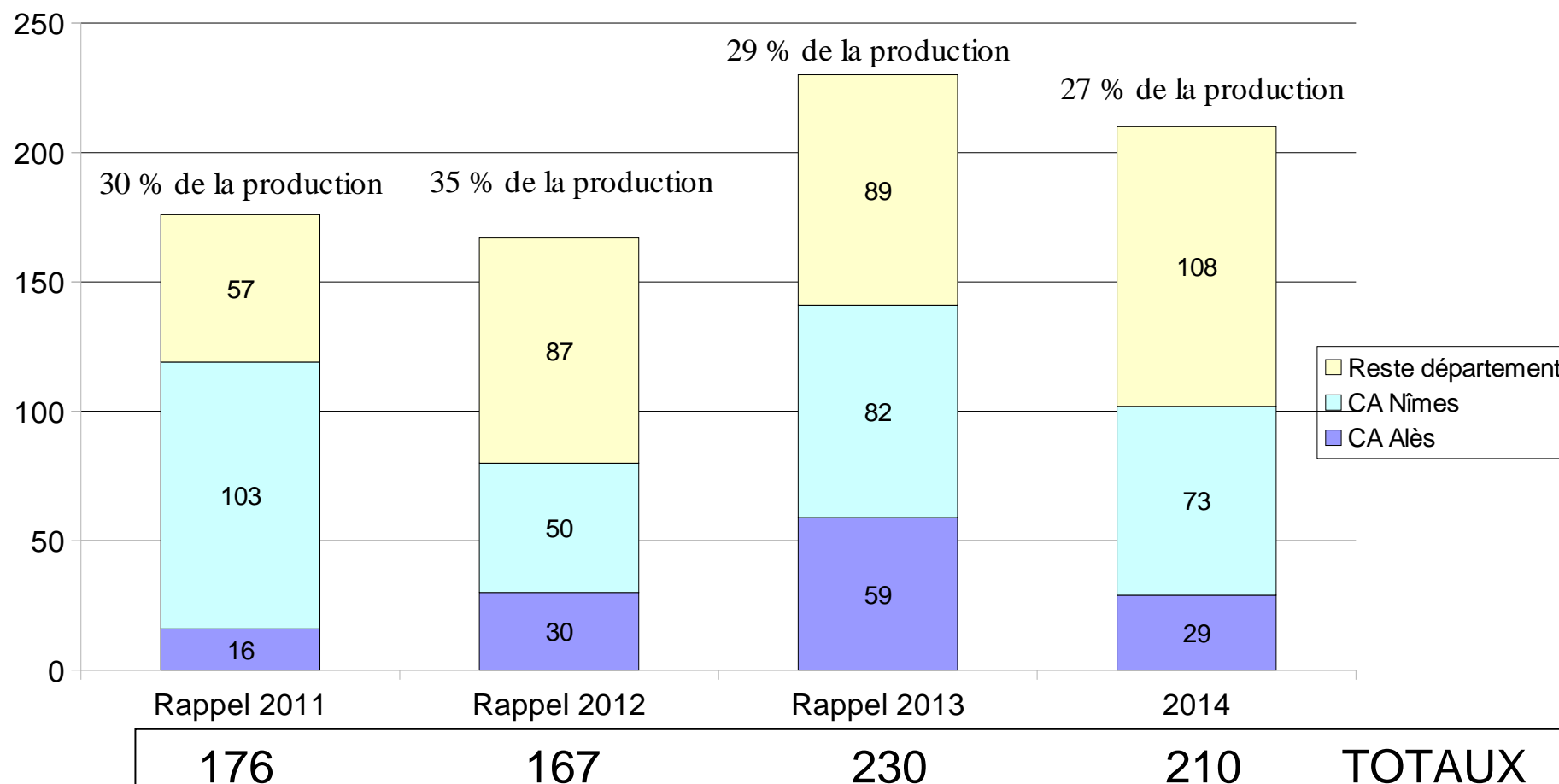


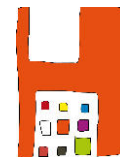
Logements familiaux agréés en PLUS et PLAI





Zoom sur les seuls logements PLAI agréés





Objectif I :
**développer l'offre de logement et
d'hébergement**

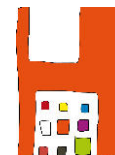
Action 2 :
**Produire des logements d'insertion adaptés
(LIA)**



Produire des logements d'insertion adaptés (LIA)

Bilan 2014

- Pas de nouveaux Logements d'Insertion Adaptés de créés en 2014
- Rappel du stock à ce jour 45 LIA sur l'ensemble du département
- Une seule rotation en 2014, (2 au 30 juin 2015)



| Bailleur social | Nombre de LIA | Typologie |
|----------------------------|---------------|---|
| GRAND DELTA HABITAT | 16 | 1 T7, 3 T6, 8 T5, 4 T4. |
| SEMIGA | 6 | 1 T6, 1 T5, 2 T3, 2 T2. |
| UN TOIT POUR TOUS | 7 | 2 T7, 2 T6, 1 T5, 1 T4, 1 T1bis. |
| SFHE | 2 | 2 T5 (1 en attente de travaux). |
| ERILIA | 2 | 1 T5, 1 T4. |
| HABITAT DU GARD | 9 | 5 T6, 2 T5, 1 T4, 1 T3. |
| ICF | 1 | NC |
| FDI | 2 | 2 T4 |



Produire des logements d'insertion adaptés (LIA)

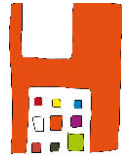
Répartition géographique des T7, T6 et T5

11 T6 : 3 sur Nîmes, 3 sur St Gilles,
1 sur Aimargues, 1 sur Montfrin,
1 sur Bagnols 1 sur Pont-St-
Esprit, 1 sur Salindres.

15 T5 : 4 sur Nîmes, 4 sur Bagnols, 2
sur Remoulins,

1 sur Montfrin, 1 sur Pont St
Esprit,

1 sur Vauvert, 1 sur Aimargues,
1 sur Milhaud.

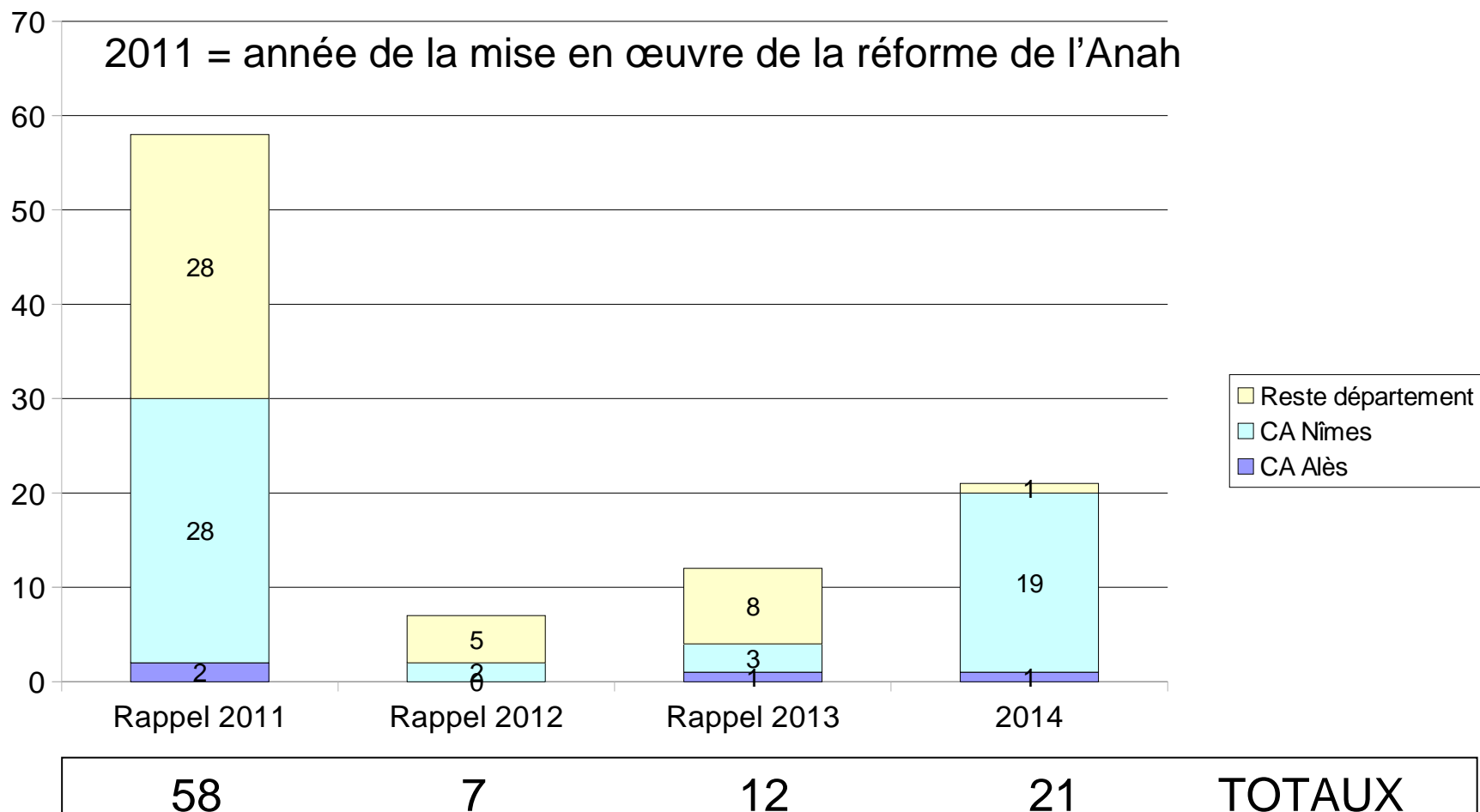


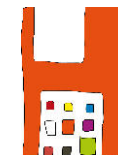
Objectif I :
**développer l'offre de logement et
d'hébergement**

Action 3 :
**produire et capter des logements conventionnés
dans le parc privé à destination du public du
PDALHPD**

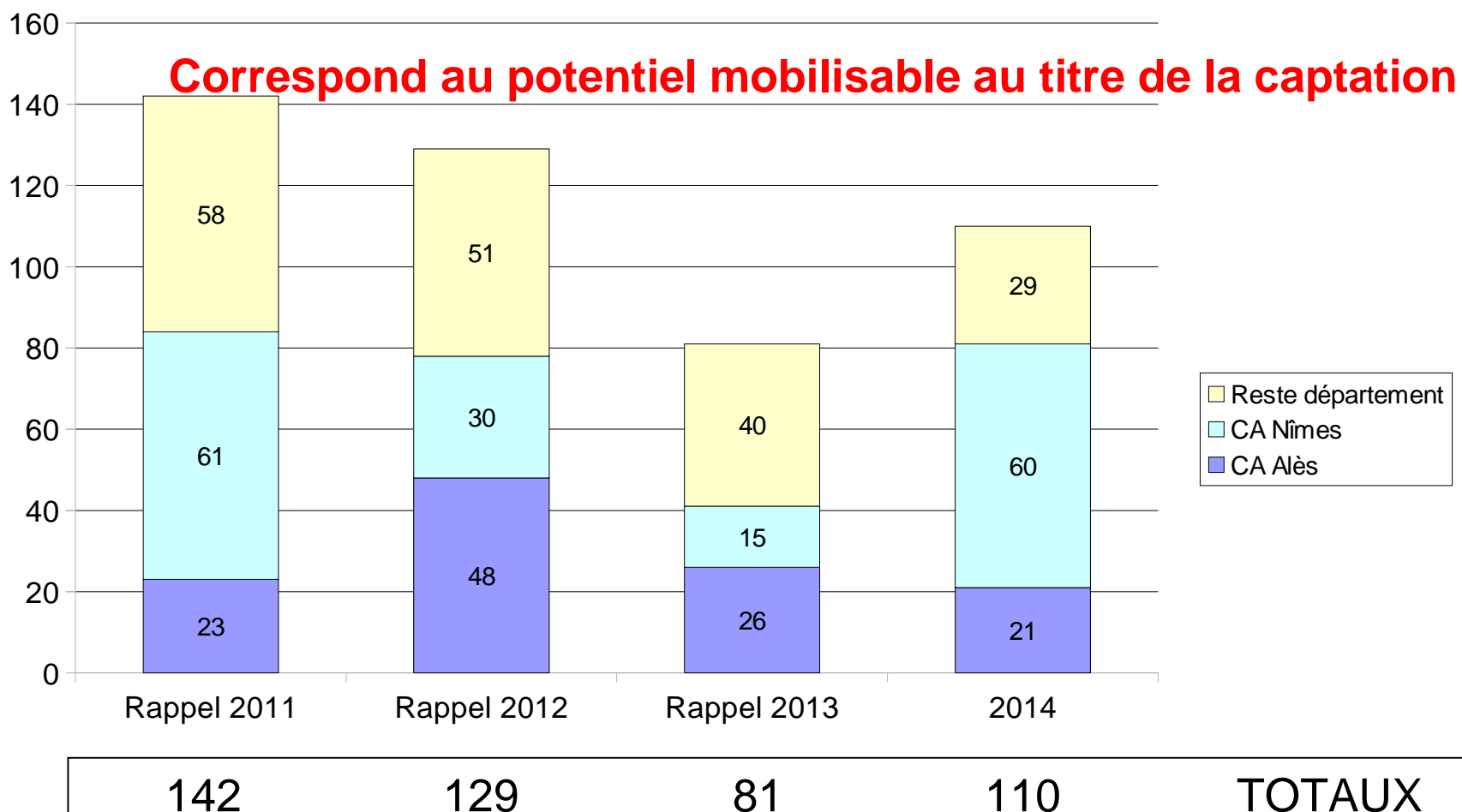


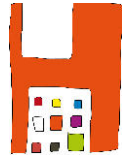
Action 3 : logements à loyers conventionnés très sociaux financés





Action 3 : logements conventionnés et conventionnés très sociaux AVEC ou SANS travaux



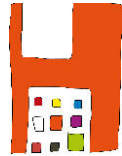


Objectif I :

développer l'offre de logement et
d'hébergement

Action 4 :

maintenir et développer une offre d'accueil /
d'hébergement d'urgence et d'insertion



Action 4 : maintenir et développer une offre d'Accueil LA VEILLE SOCIALE

Le 115

En 2014, le service du « 115 », géré par la « Croix-Rouge Française », a traité 6 852 demandes d'hébergement (+5% par rapport à 2013) provenant de Nîmes et son agglomération pour 84% d'entre elles, 49 % des demandes sont faites par des hommes isolés, 26% de réponses positives sur l'ensemble des demandes.

Ces réponses positives ont consisté pour 80,5 % en une orientation en centre d'hébergement d'urgence (HU) et pour 19,5 % en une orientation en hôtel.

Les réponses négatives sont liées pour 78,82 % à l'absence de places disponibles.

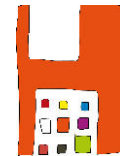


Action 4 : maintenir et développer une offre d'Accueil LA VEILLE SOCIALE

La permanence d'accueil du 115 a permis de recevoir - sur la base de 2 700 entretiens réalisés –

- 529 nouveaux ménages différents sur l'année 2014,**
- 91% sont des personnes isolées dont 68% d'hommes seuls,**
- près de 65% des ménages rencontrés par le 115 n'avaient aucune ressource au moment de leur demande,**

Le 115 s'est réorganisé au printemps 2014 avec une équipe désormais composée de 3 agents d'accueil chargés de l'accueil physique et de l'écoute téléphonique, et 1 CESF chargée spécifiquement de l'accueil et de l'évaluation sociale des familles et des femmes victimes de violences



Action 4 : L'hébergement d'urgence

2013

6 549 demandes
1 514 réponses
positives
23 %

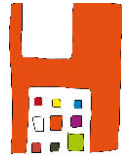
2014

6 852 demandes
1 781 réponses
positives
26 %



Action 4 : Maintenir et développer une offre d'accueil La Veille sociale

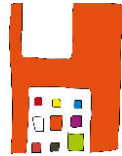
- Equipe mobile : SAMU social
L'équipe mobile effectue des maraudes de jour et de nuit pour aller à la rencontre des personnes les plus désocialisées vivant à la rue sur la ville de Nîmes. Une équipe mobile est mise en place sur la ville d'Alès pendant la période hivernale.
- Nombre de personnes rencontrées en 2014 :
 - 22 306 soit une augmentation de 3,26 % par rapport à 2013, représentant 700 personnes différentes,
 - 90,52% du public sont des hommes,
 - 22 306 repas distribués sur l'année,
 - Service renforcé pendant la période hivernale, en personnel et en amplitude horaire



Action 4 : Maintenir et développer une offre d'accueil La Veille sociale

Le Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) et l'Accueil de jour

- Stabilisation des modalités de fonctionnement des 3 SAO existants sur Nîmes et Alès (Adejo, Espelido, Saje)
- Élargissement des horaires d'ouverture pendant la période hivernale des accueils de jour
- Organisation d'un accueil de nuit sur Nîmes par le Groupe SOS à l'Adejo
- L'organisation temporaire d'un accueil de jour en direction exclusivement des familles pour les 6 derniers mois de l'année géré par la Croix-Rouge



Action 4 : Maintenir et développer une offre d'accueil L'hébergement d'urgence

3 axes de développement initiés en 2014 :

➤ **la valorisation du coût à la place** pour renforcer l'accompagnement social réalisé au sein de l'hébergement :

☛ *de 4 414 € en 2012 à 6 018 € fin 2014*

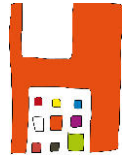
et renforcement de l'hébergement d'urgence de 8 places issues du dispositif hivernal désormais à financement annualisé pérenne.

➤ **la prise en charge de publics spécifiques :**

☛ les femmes victimes de violences : 5 places créées sur Alès

☛ les populations ROMS en campements illicites : une action spécifique conduite dans le cadre du partenariat Croix Rouge/Adejo : 16 places en résidence hôtelière financées sur 16 mois ont permis d'héberger une partie des familles.

➤ **le maintien d'une offre hôtelière d'hébergement** permettant une mise à l'abri immédiate et un hébergement renforcé sur la période hivernale.

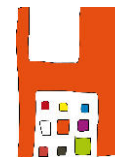


Objectif I :

développer l'offre de logement et
d'hébergement

Action 5 :

Maintenir et développer une offre de logement
adapté (pension de famille/maison relais) et de
logement intermédiaire (Intermédiation locative)

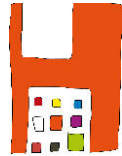


Action 5 : Logements et chambres conventionnés à l'Aide au Logement Temporaire (ALT)

En 2014

221 appartements ont logé 443 personnes (418 en 2013)
représentant une subvention de 729 323 €
répartie entre 20 associations et un CCAS.

Les perspectives pour 2015 laissent entrevoir une
diminution des subventions.



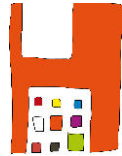
Action 5 : maintenir et développer une offre de logement accompagné : les pensions de famille

Nombre de places en 2013 : 152 places, gérées par 7 associations

Ouverture réalisée en 2014 : 21 places sur Alès

Perspectives 2015 : 13 places supplémentaires à Villeneuve–les Avignon gérées par une 8^{ème} association

➤ Financements de fonctionnement : 16€/jr par place



Action 5 , maintenir et développer une offre de logement accompagné: l'intermédiation locative

Ce dispositif s'articule selon deux modalités:

1 - La location en vue d'une sous-location : pour une période de 18 mois
Objectif de captation = 50 logements avant fin 2016 (conventions triennales)

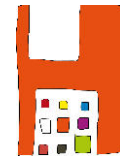
En 2014, 47 logements ont été captés

2 – La location en mandat de gestion : le propriétaire confie la gestion de son logement à un organisme agréé Le ménage locataire et le propriétaire sont liés par un bail de droit commun.

Objectif de captation = 65 logements avant fin 2016 (conventions triennales)

En 2014, 62 logements ont été captés

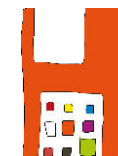
Financements : subvention totale de 366 000 €/an selon un barème précis



Synthèse des financements Etat Accueil/Hébergement/Insertion

| | |
|------------------------------|--------------------|
| Veille sociale | 1 306 576 € |
| Hébergement d'Urgence(1) | 1 358 930 € |
| Hébergement de Stabilisation | 567 967 € |
| CHRS | 3 462 807 € |
| ALT | 729 323 € |
| Pension de famille | 908 176 € |
| Intermédiation Locative | 366 000 € |
| AVDL | 45 341 € |
| TOTAL 2014 | 8 745 120 € |

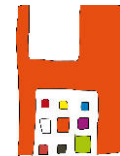
(1) Inclus les nuitées hôtels, notamment en période hivernale



Synthèse des financements Etat : l'accueil des demandeurs d'asile

| | Nb de places | Montant financier |
|--|--------------|--------------------|
| Hébergement d'Urgence HUDA | 119 | 658.440 € |
| Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile CADA | 225 | 2.009.045 € |
| TOTAL 2014 | 344 | 2.667.485 € |

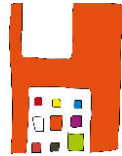
Pour mémoire, l'Etat finance sur le BOP 303, la prise en charge des soins des personnes étrangères retenues au Centre de rétention administrative de Nîmes, à hauteur de 101.612 €.



Objectif I :
développer l'offre de logement et d'hébergement

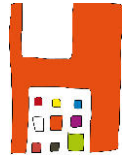
Débat, questions ?





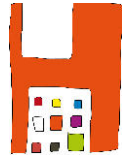
Objectif II :

**améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**



**Objectif II :
améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

**Action 6 :
promouvoir le logement décent
dans le parc privé**



Action 6 : Commission Pour le Logement Décent (CPLD)



Apporter une réponse aux signalements de logements non décents par un dispositif de traitement adapté

CAF : point de centralisation des signalements

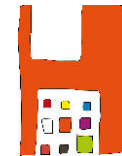
Signalements étudiés en Commission où sont décidés :

soit diagnostics décence CAF – MSA - DDTM

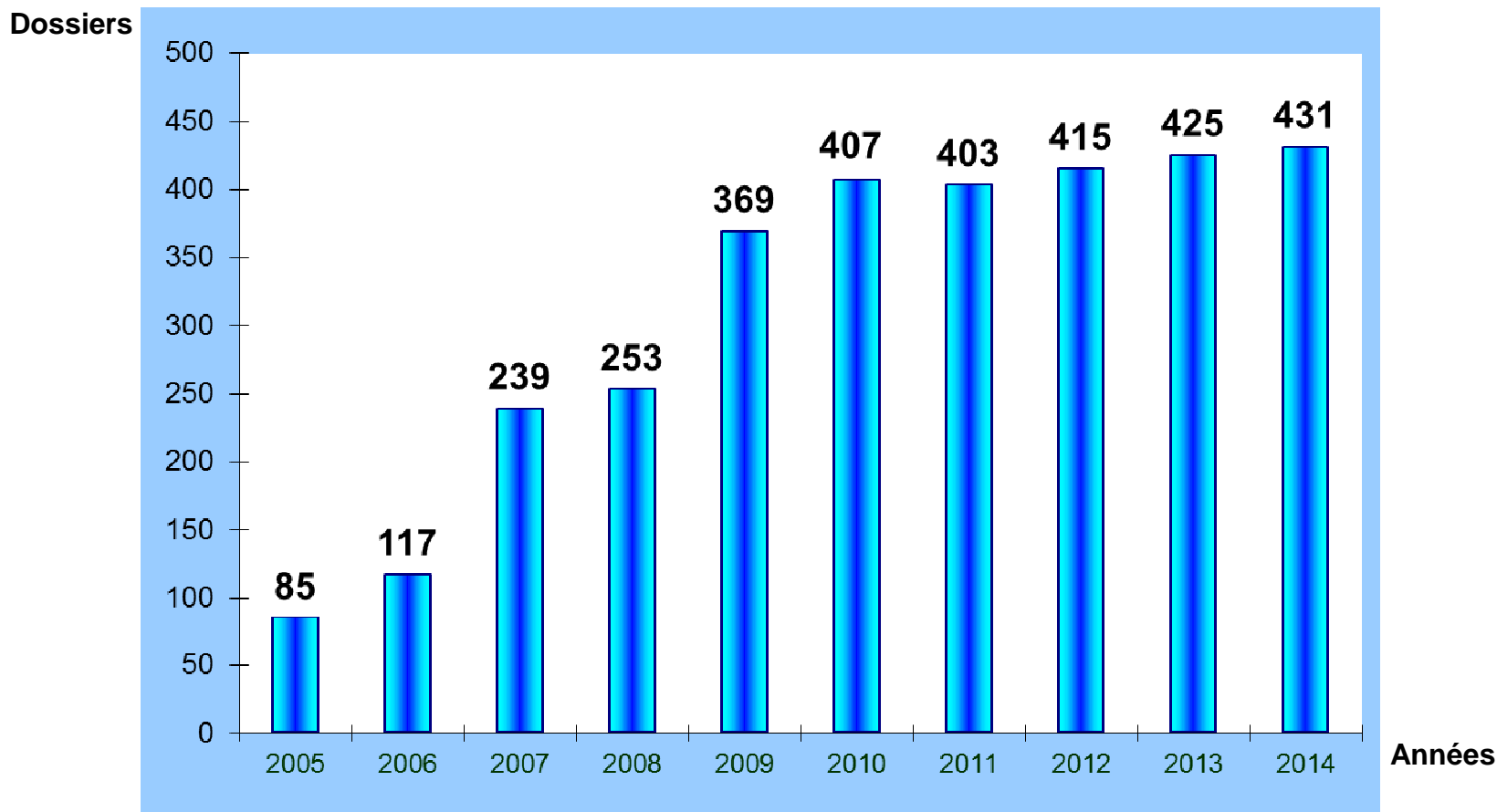
soit transmission aux services Hygiène Nîmes et Alès

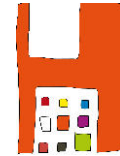
soit transmission à l'ARS si insalubrité

Diagnostic Décence : visite + rapport + médiation pour obtenir travaux aux normes de décence



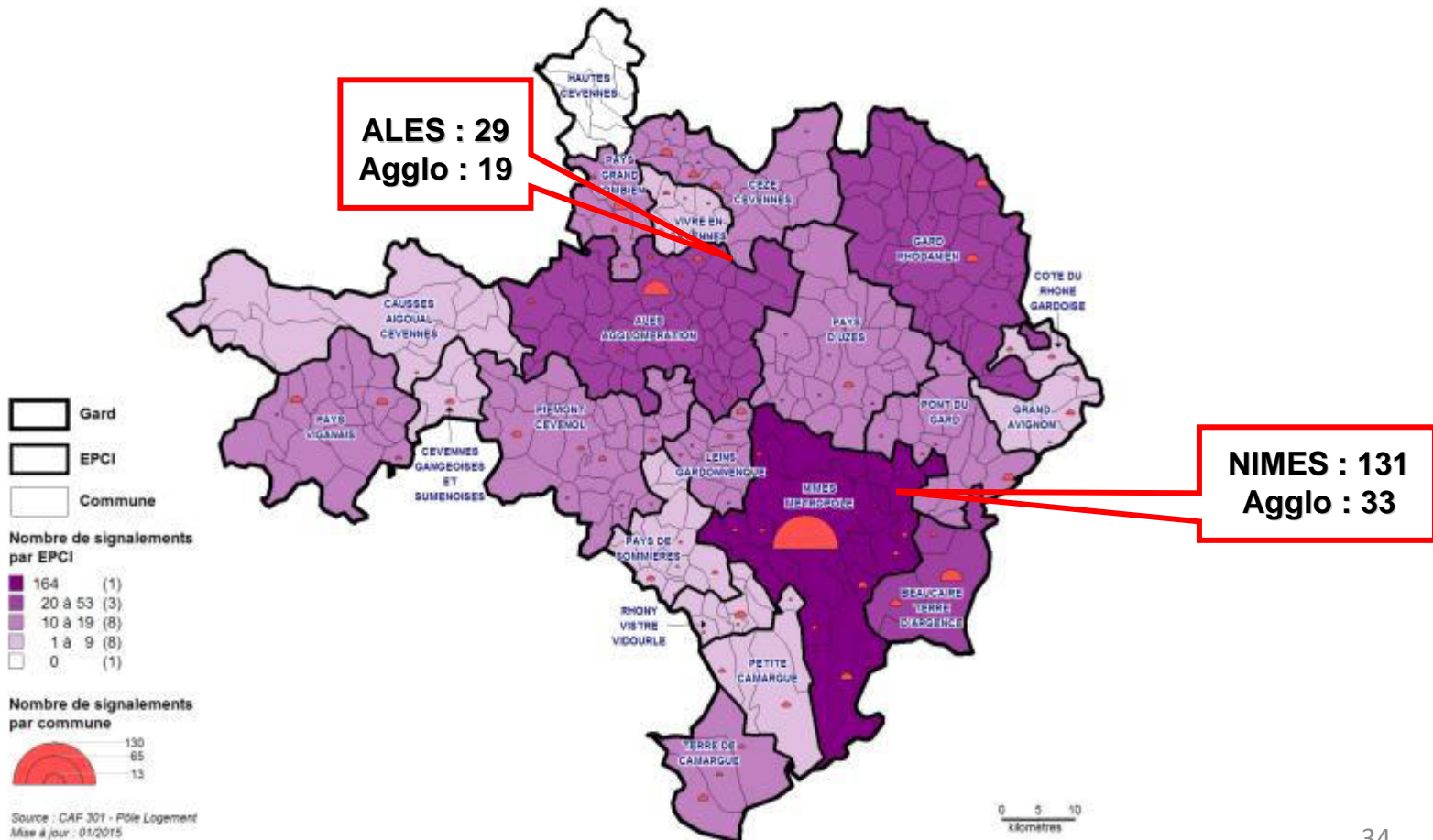
**Action 6 : évolution de la CPLD
 2005 - 2014**





BILAN 2014

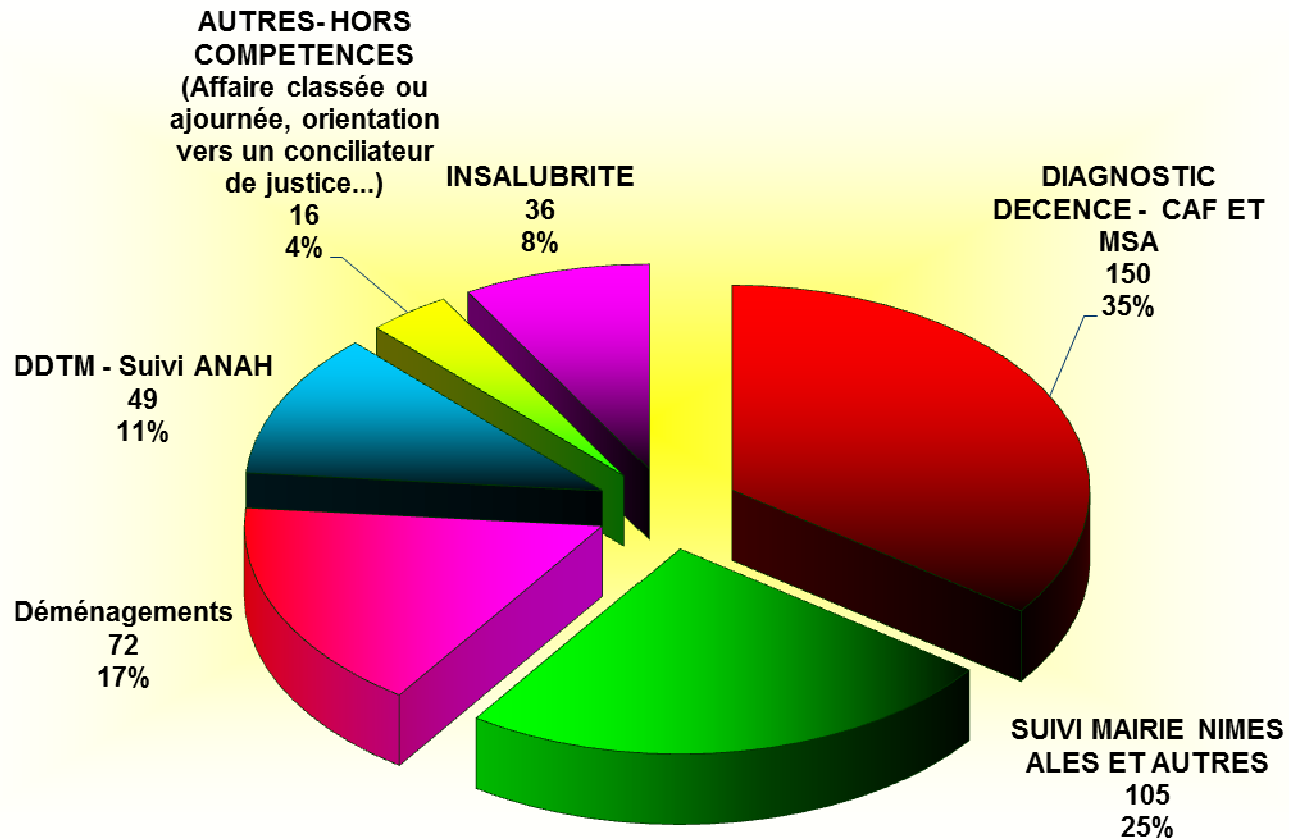
Origine géographique des signalements

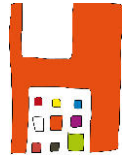




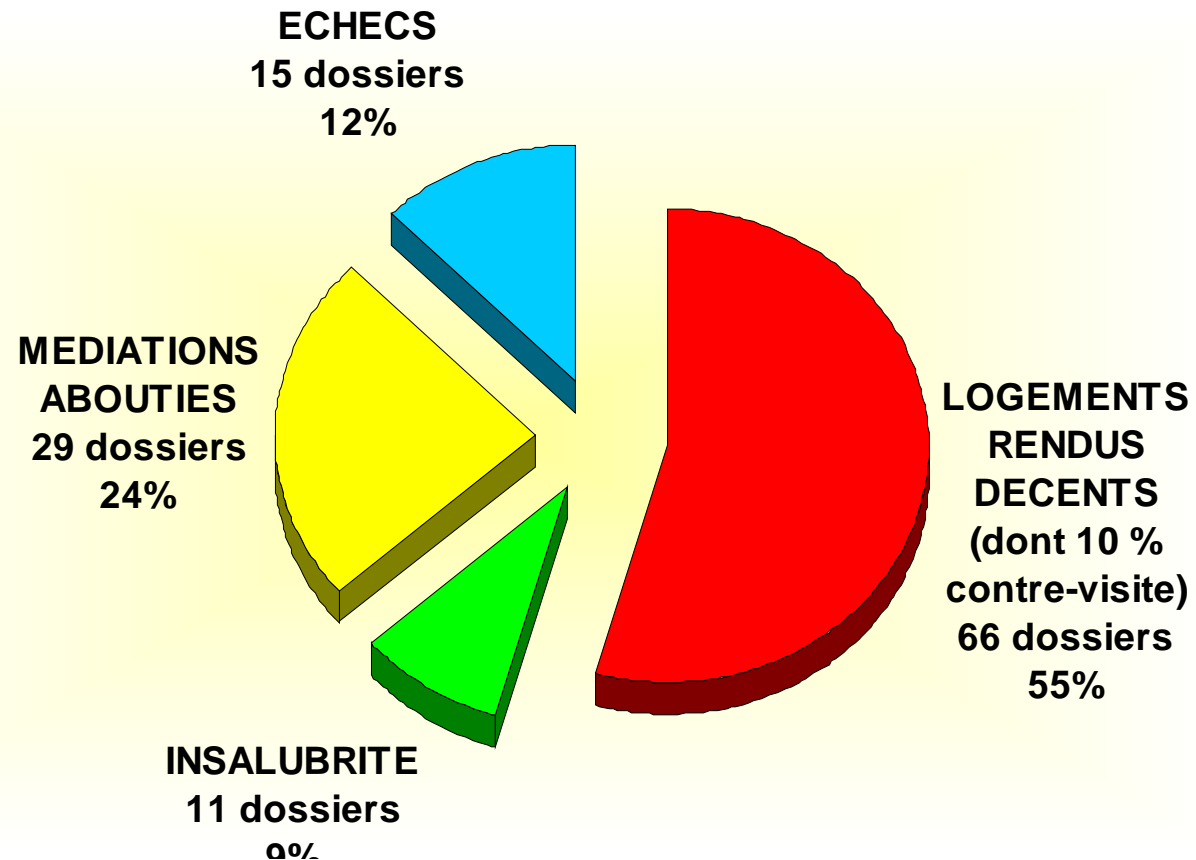
BILAN 2014

Orientation des dossiers examinés en CPLD (en nombre et en %)



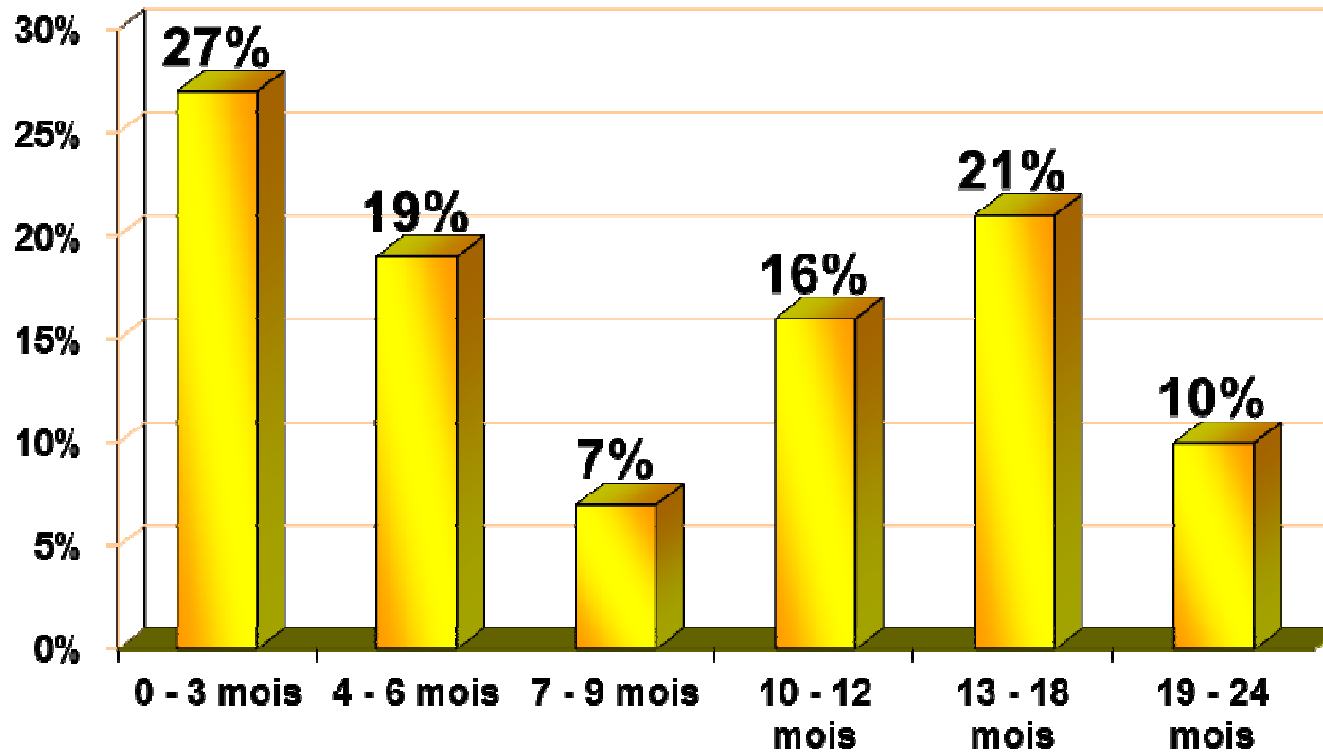


Diagnostic Décence Résultat des médiations terminées en 2014

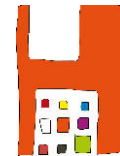




Diagnostic Décence Durée d'une médiation

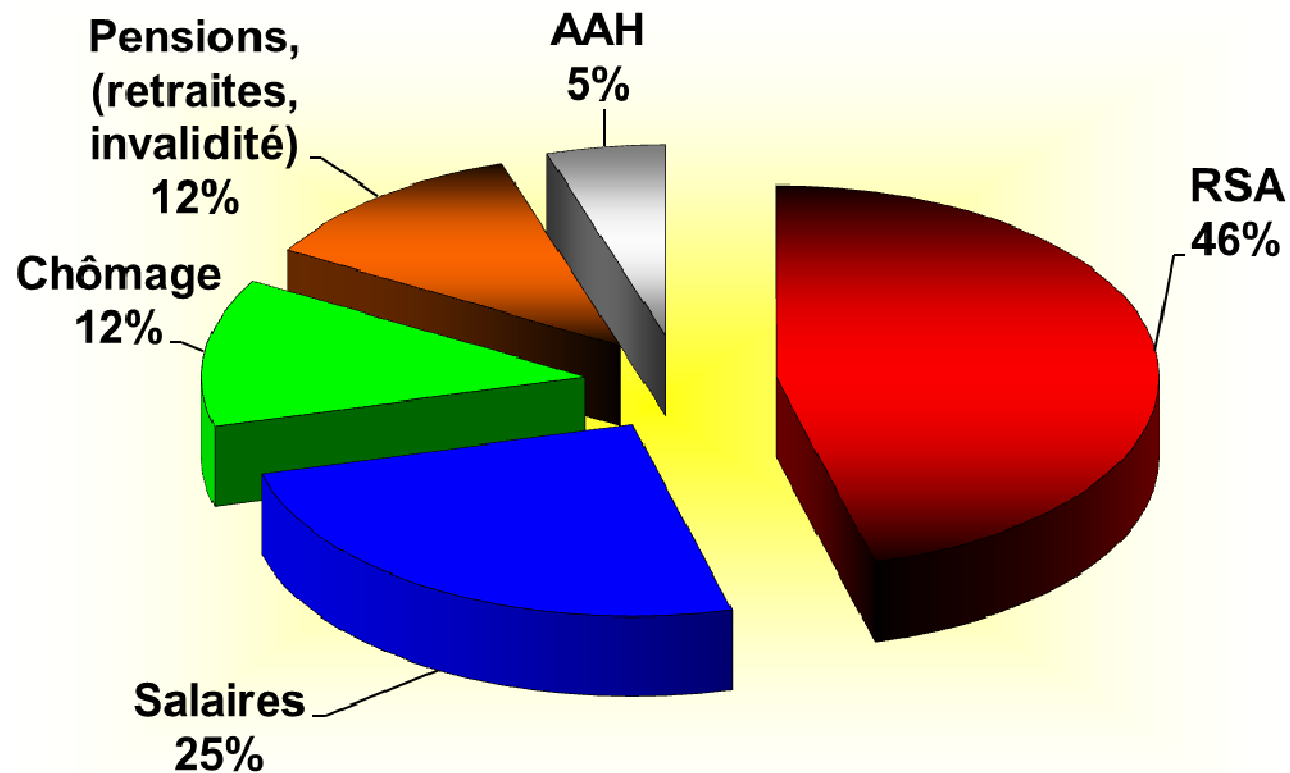


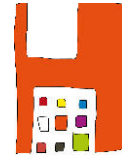
69 % des médiations sont traitées en moins de 12 mois



Diagnostic Décence

Nature des ressources des locataires rencontrés





Actualités

Loi ALUR du 24 mars 2014 Décret d'application du 18 février 2015

Consignation de l'AL par les CAF pendant 18 mois, afin que les bailleurs réalisent les travaux de mise en conformité

A l'issue des 18 mois :

- Travaux réalisés : Rappel AL au bailleur
- Travaux non réalisés : perte du rappel pour le bailleur

Durant cette période, le locataire n'est tenu de payer que son loyer résiduel

Possibilité de renouveler la consignation 6 mois + 6 mois sous certaines conditions



Objectif II :

**améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

Action 7 :

**promouvoir le logement décent
dans le parc public**



action 7 : promouvoir le logement décent dans le parc conventionné

| Année | Plaintes | Diagnostic |
|-------|----------|------------|
| 2010 | 43 | 23 |
| 2011 | 60 | 18 |
| 2012 | 51 | 18 |
| 2013 | 53 | 15 |
| 2014 | 76 | 14 |

24 dossiers clos (travaux réalisés)
52 dossiers en cours

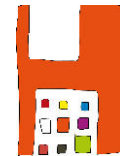


Objectif II :

**améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

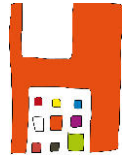
Action 9 :

lutter contre l'habitat indigne

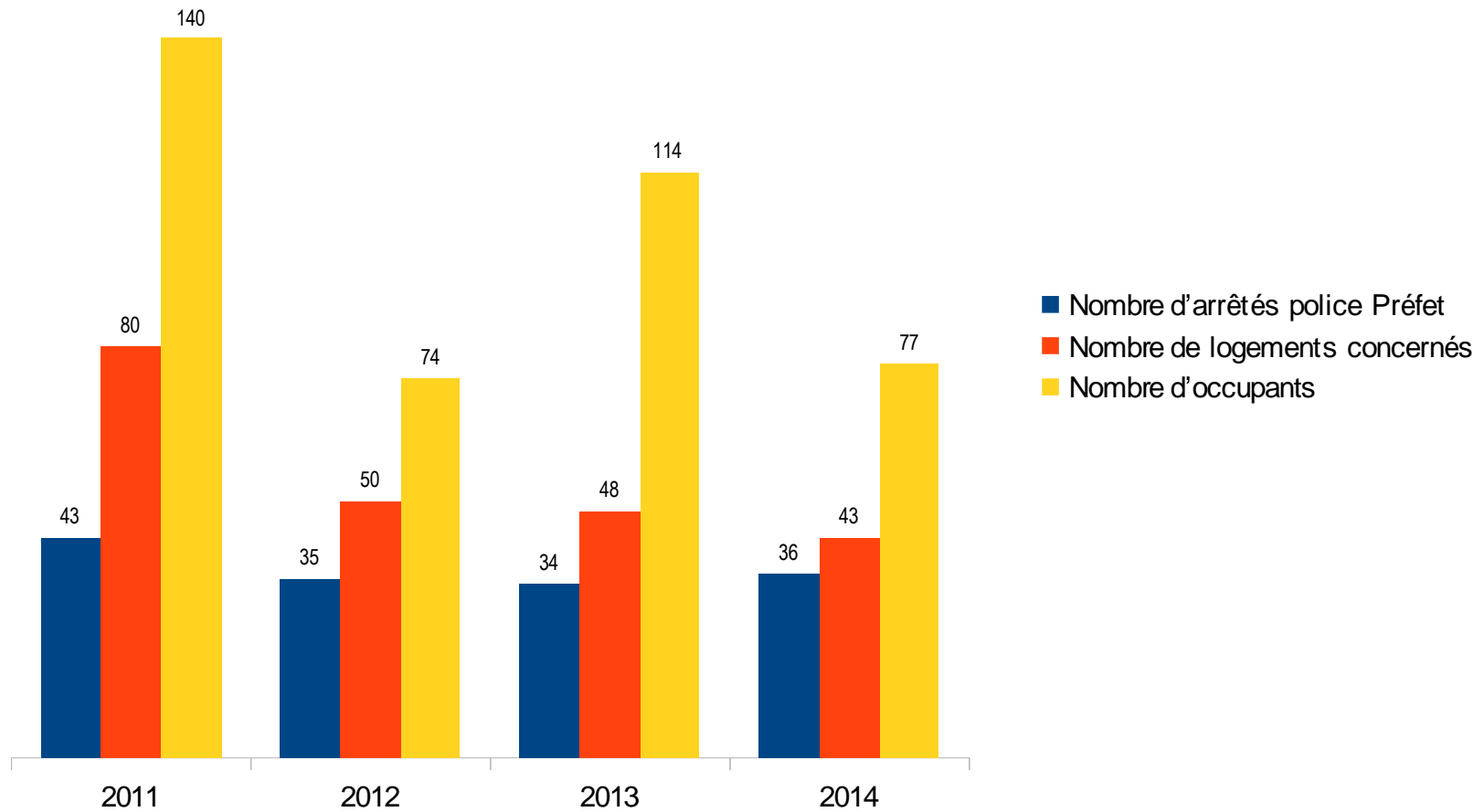


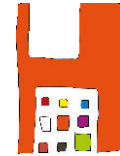
action 9 : nombre d'arrêtés Police Préfet en 2014 : 35

| Procédure | Irrémédiable | Remédiable | Danger | Locaux impropres | TOTAL |
|---------------------|--------------|------------|----------|---------------------|-----------|
| Nbr d'arrêtés | 8 | 21 | 3 | 3 | 35 |
| Nbr de logements | 12 | 26 | 3 | 3 | 43 |
| Nbr d'occupants | 28 | 40 | 6 | 3 | 77 |



action 9 : Evolution entre 2011 et 2014

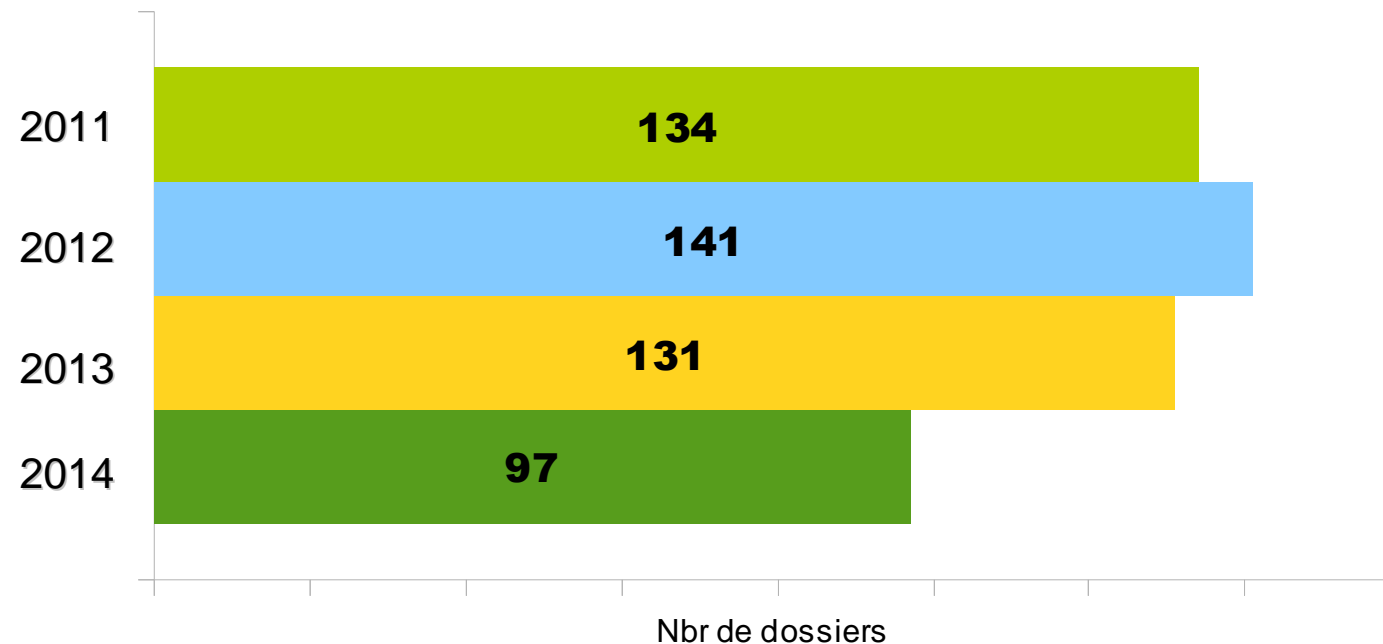


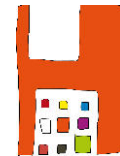


action 9 : Réunions du Pôle de lutte contre l'habitat indigne

**1 réunion par mois pour chaque PLHI
(NIMES-ALES et reste département)**

**Dossiers examinés par le pôle au moins 1 fois
Evolution sur les 4 dernières années**

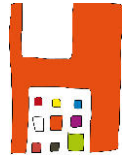




action 9 : L'efficacité des dispositifs de la L.H.I.

**2 programmes d'intérêt général (PIG) couvre le territoire
sauf celui de la CA Alès**

| | PIG Nîmes Métropole | PIG Conseil Général |
|---|---------------------|-----------------------|
| Diagnostics sociaux & Accompagnements sociaux opérateurs | 10 ↑ Urbanis | 41 ↑ ALG H&D |
| Diagnostics techniques & Accompagnements techniques | 8 ↓ | 10 ↓ |

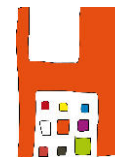


Objectif II :

améliorer l'offre de logement et
d'hébergement

Action 10 :

lutter contre l'habitat précaire



Lutter contre l'habitat précaire

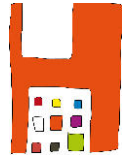
Vers une dynamique de projet :

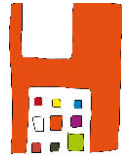
En 2014, 1 projet d'habitat adapté est réalisé et 2 projets sont en cours (programmation, financement, réalisation des travaux)

Projet réalisé :

LA GRAND COMBE => 12 terrains familiaux pour les familles sédentaires

Terrains privatifs dotés d'équipement de confort (sanitaires, douche..)



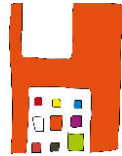


Action 10 : lutter contre l'habitat précaire

En cours

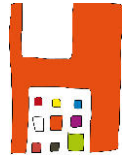
ALES : résorption d'un bidonville (subvention ANAH) ; construction de 7 pavillons jumelés pour des familles vivant en habitat précaire par Logis Cévenols (livraison prévisionnel fin 2015)

BAGNOLS SUR CEZE : résorption d'un bidonville et construction de 7 pavillons jumelés pour des familles vivant en habitat précaire ; procédure de RHI en cours avec l'ANAH; projet Habitat Logis Cévenols



Objectif II :
**améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

Action 11 :
mettre en place un SLIME

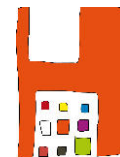


Mettre en place un SLIME

Expérimentation en cours sur St Gilles, Pont St Esprit et canton de Roquemaure.

Quelques points forts à retenir :

- Fiche de repérage à disposition des travailleurs sociaux
- Méthodologie et enchaînement des interventions définis : repérage, diagnostic du bâti et du comportement, médiation propriétaire, travail sur comportement
- Partenariat élargi : communes, CCAS, Nîmes Métropole, CAF, MSA, Associations....
- Intervention sous forme d'action collective

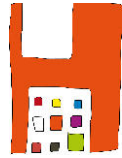


Objectif II :

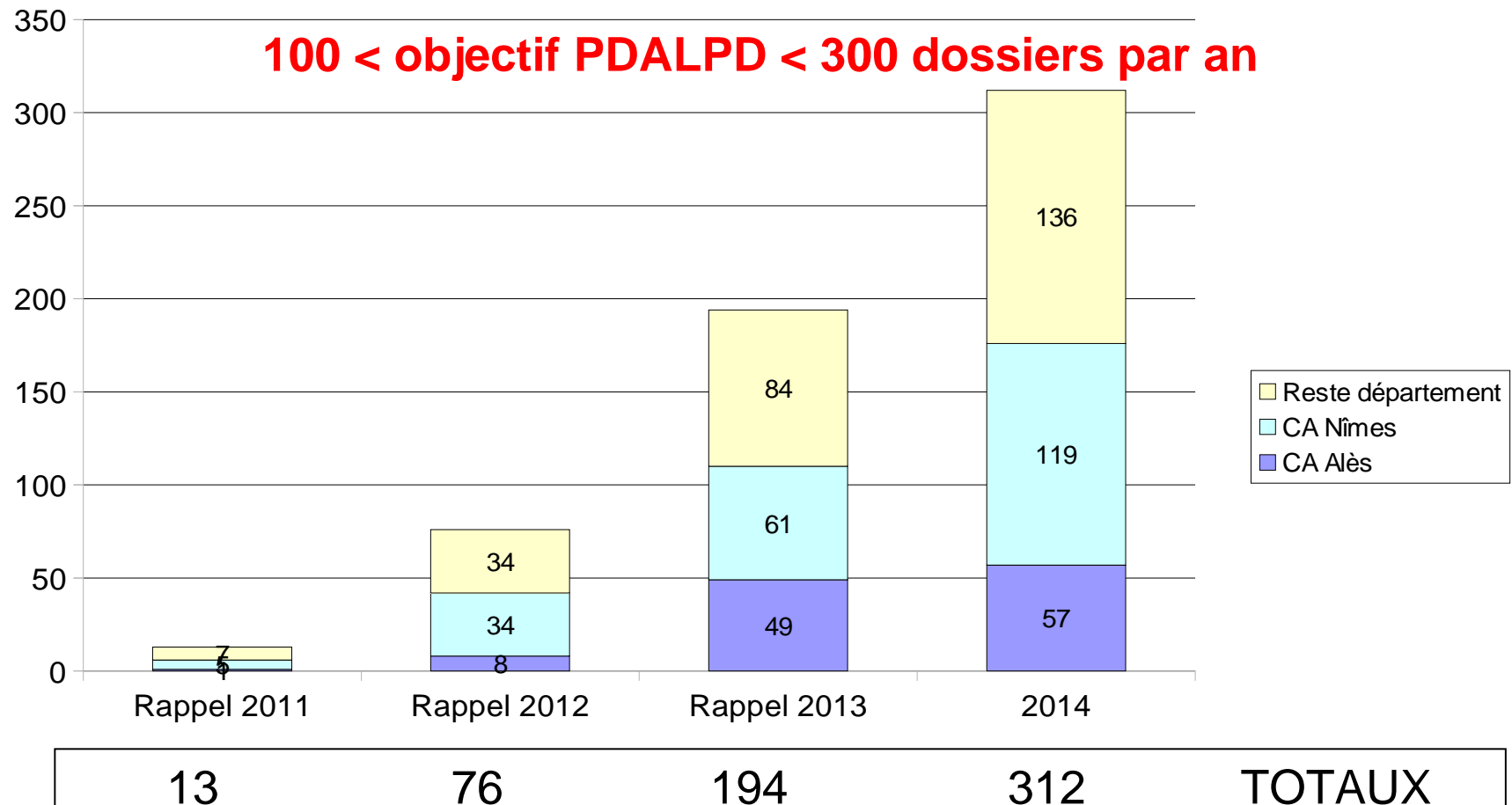
**Améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

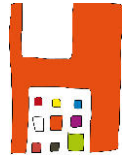
Action 12 :

**Contribuer à la rénovation thermique des
logements dans le parc privé
(programme « Habiter Mieux »)**



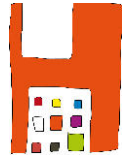
Nombre de logements subventionnés dans le cadre du programme "Habiter Mieux"





Objectif II :
**améliorer l'offre de logement et
d'hébergement**

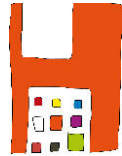
Action 13 :
**Améliorer les conditions d'accueil et
d'hébergement sur les territoires
(accueil, hébergement d'urgence et
hébergement d'insertion)**



Action 13 : améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement

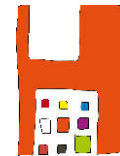
Les propositions issues du dialogue de gestion entrepris fin 2014

- **améliorer** les infrastructures : des projets sont à l'étude ou en cours de réalisation concernant la Croix Rouge (relocalisation des activités principales hors CADA boulevard Allende) ainsi que « l'Espélido » pour la structure « Grétry »
- **développer** l'accueil et l'orientation sur le Gard Rhodanien : soutien du projet présenté par « RIPOSTe » inscrit dans la programmation financière 2015
- **adapter** l'offre de prise en charge aux besoins et au territoire dans le cadre des enjeux prioritaires 2015 :
 - ☛ 10 nouvelles places pour les femmes victimes de violences, 2 supplémentaires sur Alès et 8 nouvelles places sur Nîmes
 - ☛ 15 places dédiées aux étrangers ni régularisables ni expulsables en semi- collectif
 - ☛ 11 places généralistes plus orientées vers les personnes isolées.



Action 13 : améliorer les conditions d'accueil et d'hébergement: autres pistes d'amélioration perspectives

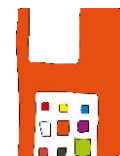
- **accélérer** la réduction du recours à l'hôtel en mobilisant des solutions alternatives : **un plan triennal de réduction de l'hébergement hôtelier** est en cours d'élaboration, sous le pilotage de la DRJSCS.
- **réactiver** le comité départemental de veille sociale au sein de la DDCS pour coordonner et dynamiser l'action de l'Etat en lien avec ses partenaires « historiques » : l'élaboration du schéma départemental sur la domiciliation devrait s'inscrire dans ce cadre de pilotage.



Objectif II : améliorer l'offre de logement et d'hébergement

Débat, questions ?





Objectif III :

**Optimiser le rapprochement entre l'offre
et la demande de logement et
d'hébergement**



Objectif III :

**Optimiser le rapprochement entre l'offre
et la demande de logement et
d'hébergement**

j7

j6

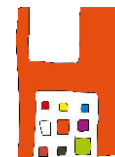
Action 14

Capter des logement dans le parc privé

Diapositive 60

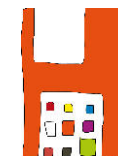
j7 jeannet_n; 06/05/2013

j6 jeannet_n; 06/05/2013



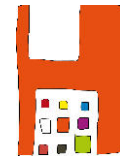
action 14 : Agences Immobilières Sociales – logements captés

| | Fin 2013 | Fin 2014 | solde |
|----------------------------------|------------------|------------------|----------------|
| H et H <i>Dont IML Direct</i> | 115 53 | 130 46 | 15 7 |
| Loc'Avenir | 21 | 25 | 4 |
| Total | 136 | 155 | 19 |



Objectif III - action 14 : ménages relogés

| | 2013 | 2014 |
|---|------------|------------|
| Habitat et Humanisme | 20 | 14 |
| Loc'Avenir | 25 | 10 |
| ALG Boutique logement | 116 | 92 |
| ALG Réhab Solidaire <i>dont livraisons</i> | 44 | 39 |
| Total | 205 | 155 |

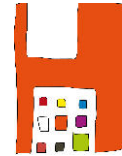


Action 14 :
**Optimiser le rapprochement entre l'offre et la demande de
logements et d'hébergement**

BOUTIQUE LOGEMENT

BILAN 2014

ACTION FINANCEE PAR LE FSL



Mobilisation sur le parc privé Quelques chiffres

La Boutique Logement : une interface entre des candidats locataires en incapacité de prospecter par leurs propres moyens et des bailleurs du parc privé

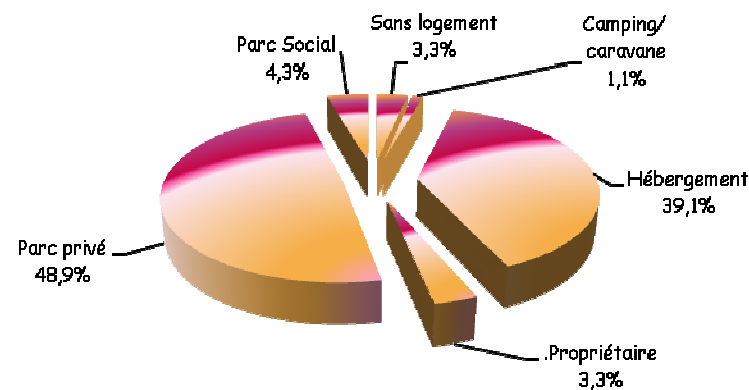
- **200 acceptés** soit 66 % des saisines (sur 279 saisines)
- **92 situations solutionnées** :
 - 46 familles ont fait l'objet d'une prise en charge totale
 - 46 familles ont bénéficié d'un accompagnement allégé
- **87 %** ont été relogés dans un logement de type 1, 2 ou 3
- **13 %** ont été relogés dans un logement de type 4
- **286 logements** ont été proposés aux familles, dont 281 dans le parc privé, 3 dans le parc social et 2 PST

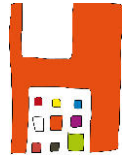


Quelques chiffres sur les solutions solutionnées (92)

| Ressources | Nombre | % |
|-------------------------|------------|---------------|
| Aah | 10 | 10,87 |
| Ass/Are | 16 | 17,39 |
| Indemnités journalières | 3 | 3,26 |
| Pension Invalidité | 3 | 3,26 |
| Retraite | 3 | 3,26 |
| Rsa | 58 | 63,04 |
| Salaire | 9 | 9,78 |
| Total | 102 | 110,87 |

| Composition familiale | Nombre | % |
|-------------------------------|-----------|---------------|
| Isolé | 47 | 51,09 |
| Isolé + enfant(s) | 35 | 38,04 |
| Couple avec ou sans enfant(s) | 10 | 10,87 |
| Total | 92 | 100,00 |





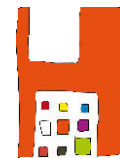
Médiation et prévention

La Prévention a concerné 54 familles en 2014 (aide à l'installation, ouverture des droits...)

La prévention se définit par l'intervention du travailleur social pour prévenir d'un risque locatif

La Médiation : la médiatrice est intervenue auprès de 33 familles relogées pour :

- Impayé (57,6 %)
- « blocages » administratifs (39,4 %)
- Problèmes de comportement avec troubles de voisinages (30,3 %)
- Problèmes de travaux (15,1 %)



Programme Social Thématique du Gard Réhabilitation Solidaire

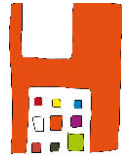
P.S.T. 30



Coordination sociale

Bilan 2014

PDALPD/Objectif 3 : Optimiser le rapprochement entre l'offre et la demande de logements et d'hébergement



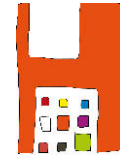
l'opération Réhabilitation Solidaire, c'est

L'assistance aux propriétaires : information sur la mission sociale de l'ALG, visite du chantier, recherche de candidats locataires potentiels, visite du logement, présentation des candidats, assistance à l'entrée dans les lieux...

Une commission chargée du contrôle des critères d'attribution des logements

Intermédiation, accompagnement accès au logement et suivi social

En 2014 : **10 familles ont été prises en charge dans le cadre de la médiation locative pour** : impayés, dégradation/vétusté du logement, problèmes administratifs ou techniques, et **19 familles dans le cadre de la prévention**



QUELQUES CHIFFRES

39 familles relogées : 20 nouvelles locations (livraisons 2014)
19 renouvellements (parc antérieur à 2014)

| Ressources | TOTAL | % familles |
|--------------------------|-----------|---------------|
| AAH | 4 | 10,26 |
| ASS/ARE | 6 | 15,38 |
| Autres | 6 | 15,38 |
| Pension invalidité | 3 | 7,69 |
| Retraite | 2 | 5,13 |
| RSA | 25 | 64,10 |
| Salaire précaire/intérim | 9 | 23,08 |
| Sans ressources | 1 | 2,56 |
| TOTAL | 56 | 143,59 |

| Composition familiale | TOTAL | % |
|-------------------------------|-----------|---------------|
| Isolé | 17 | 43,59 |
| Isolé + enfant(s) | 16 | 41,02 |
| Couple avec ou sans enfant(s) | 6 | 15,39 |
| TOTAL | 39 | 100,00 |



Objectif III :

**optimiser le rapprochement entre l'offre
et la demande de logements**

Action 15 :

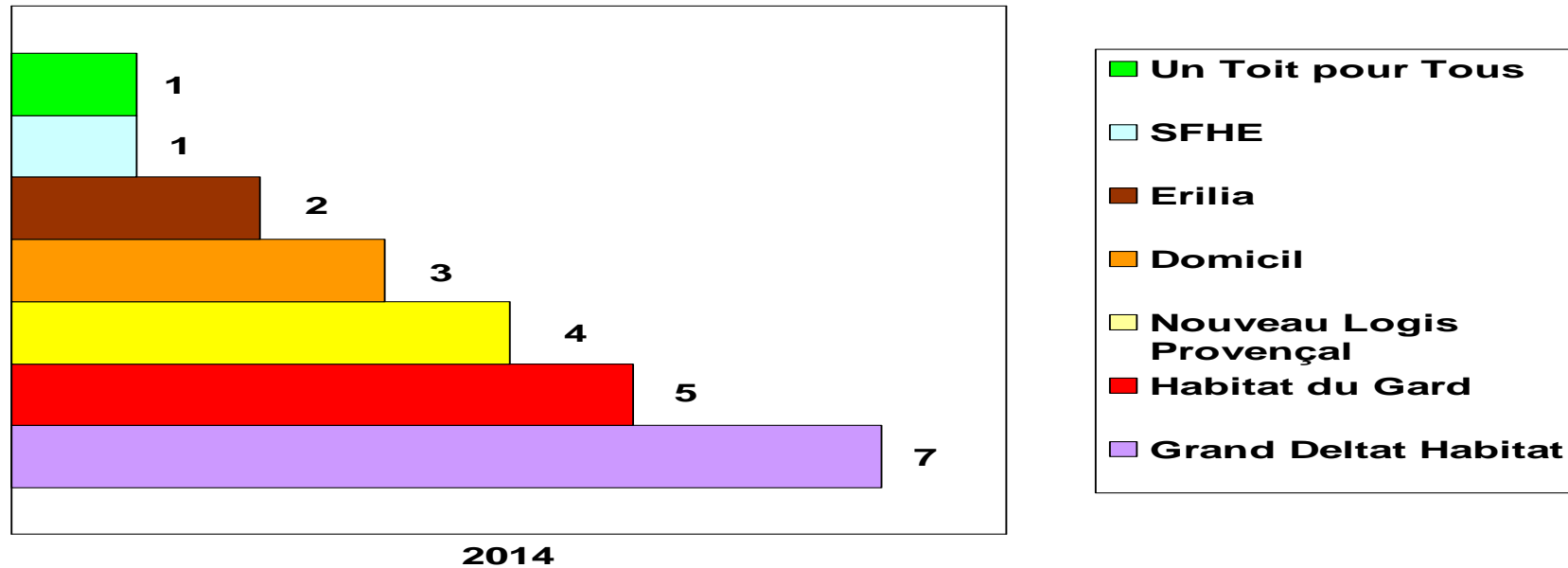
**accompagner l'accès au logement autonome
dans le cadre d'une sous-location à bail glissant**



SOUS LOCATION avec Bail glissant

Action 15 Accompagner l'accès au logement autonome dans le parc public

BAILLEURS SOCIAUX



La répartition des sous locations par bailleur social varie de 1 à 7.

C'est pour Grand Delta Habitat que le dispositif sous location est le plus développé.



SOUS LOCATION avec Bail glissant

Action 15 Accompagner l'accès au logement autonome dans le parc public

ASSOCIATIONS

ALG

14

+

ESPELIDO

9



Total

23

Contexte : 2/3 des demandes effectuées dans le cadre d'une mesure ASLL

Origine de la demande : bailleurs sociaux (près de 50 %)

Public prioritaire : ménages reconnus prioritaires DALO (près de 50 %)

Motifs : - endettement

- procédure expulsion

- cumul de difficultés

- situations d'hébergement : LEU, tiers

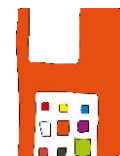


Objectif III :

**optimiser le rapprochement entre l'offre
et la demande de logements**

Action 16 :

reloger le public prioritaire dans le parc social



Action 16 : évolution de la Demande de Relogement Prioritaire – DRP, depuis 2010

2010 :

334 demandes validées, 201 ménages relogés

2011 :

586 demandes validées, 272 ménages relogés

2012 :

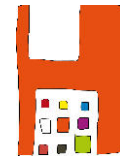
448 demandes validées, 182 ménages relogés

2013 :

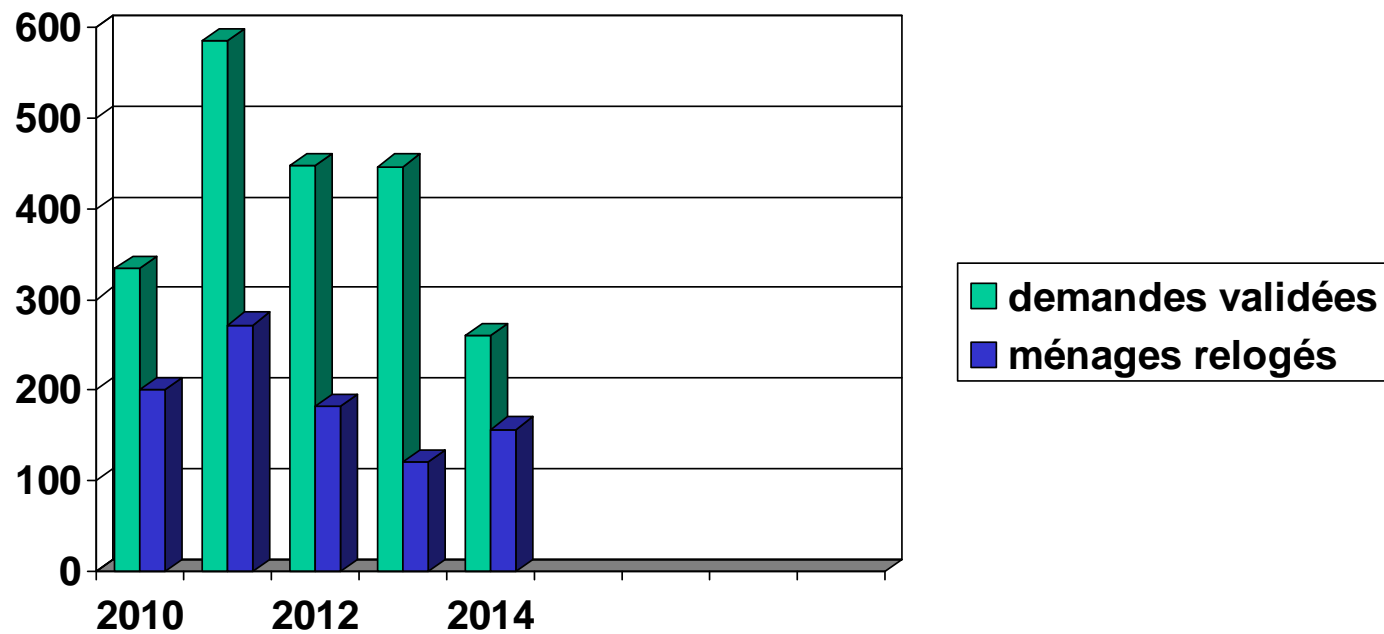
447 demandes validées, 121 ménages relogés

2014 :

260 demandes validées, 157 ménages relogés



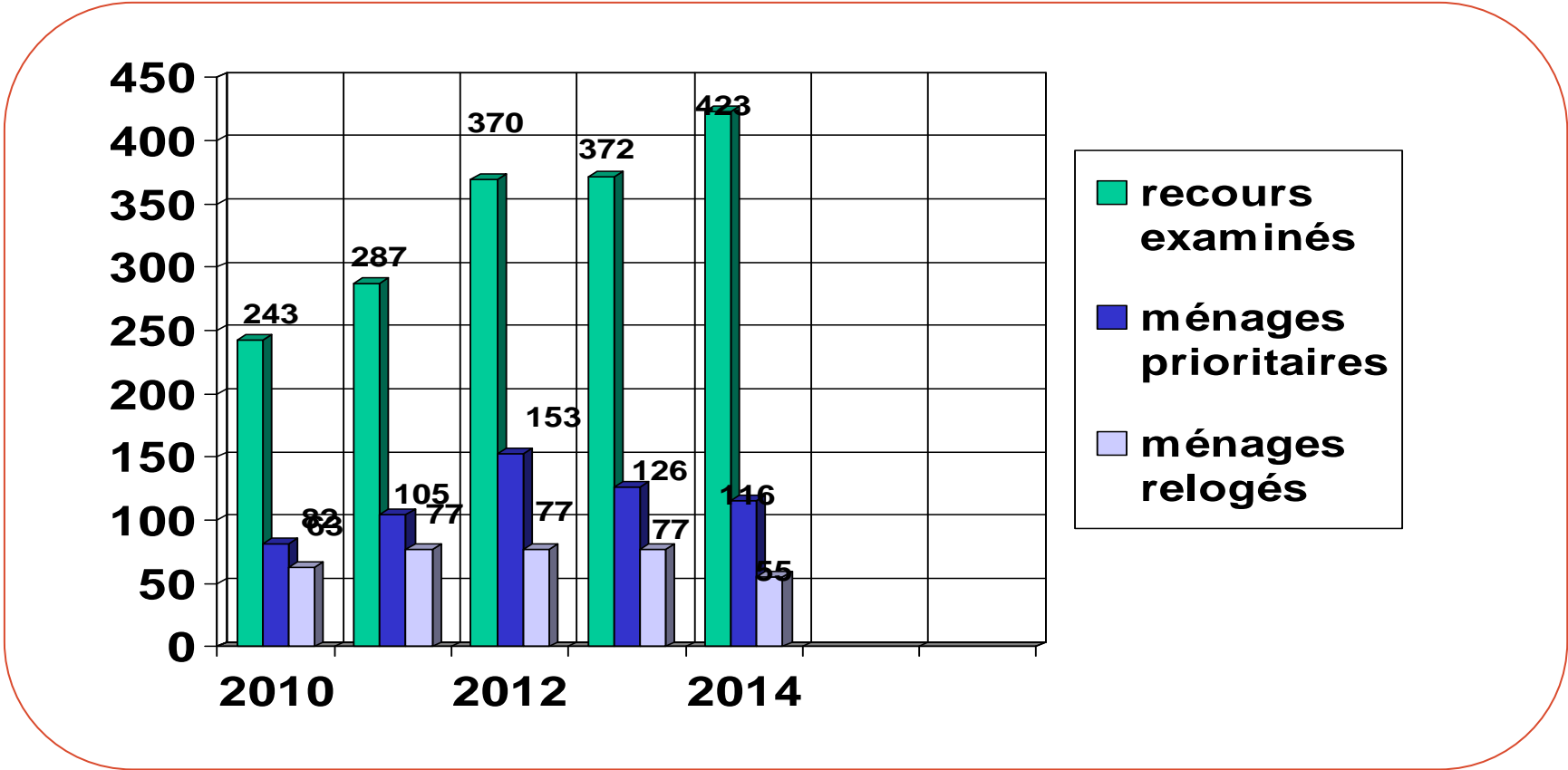
Action 16 : évolution de la DRP depuis 2010

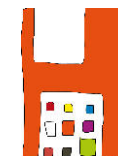


Le Droit Au Logement Opposable (DALO) dans le Gard

| | Recours examinés | Ménages déclarés prioritaires | Ménages relogés |
|------|------------------|-------------------------------|-----------------|
| 2010 | 243 | 82 | 63 |
| 2011 | 287 | 105 | 77 |
| 2012 | 370 | 153 | 77 |
| 2013 | 372 | 126 | 77 |
| 2014 | 423 | 116 | 55 |

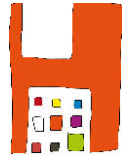
Evolution du DALO depuis 2010



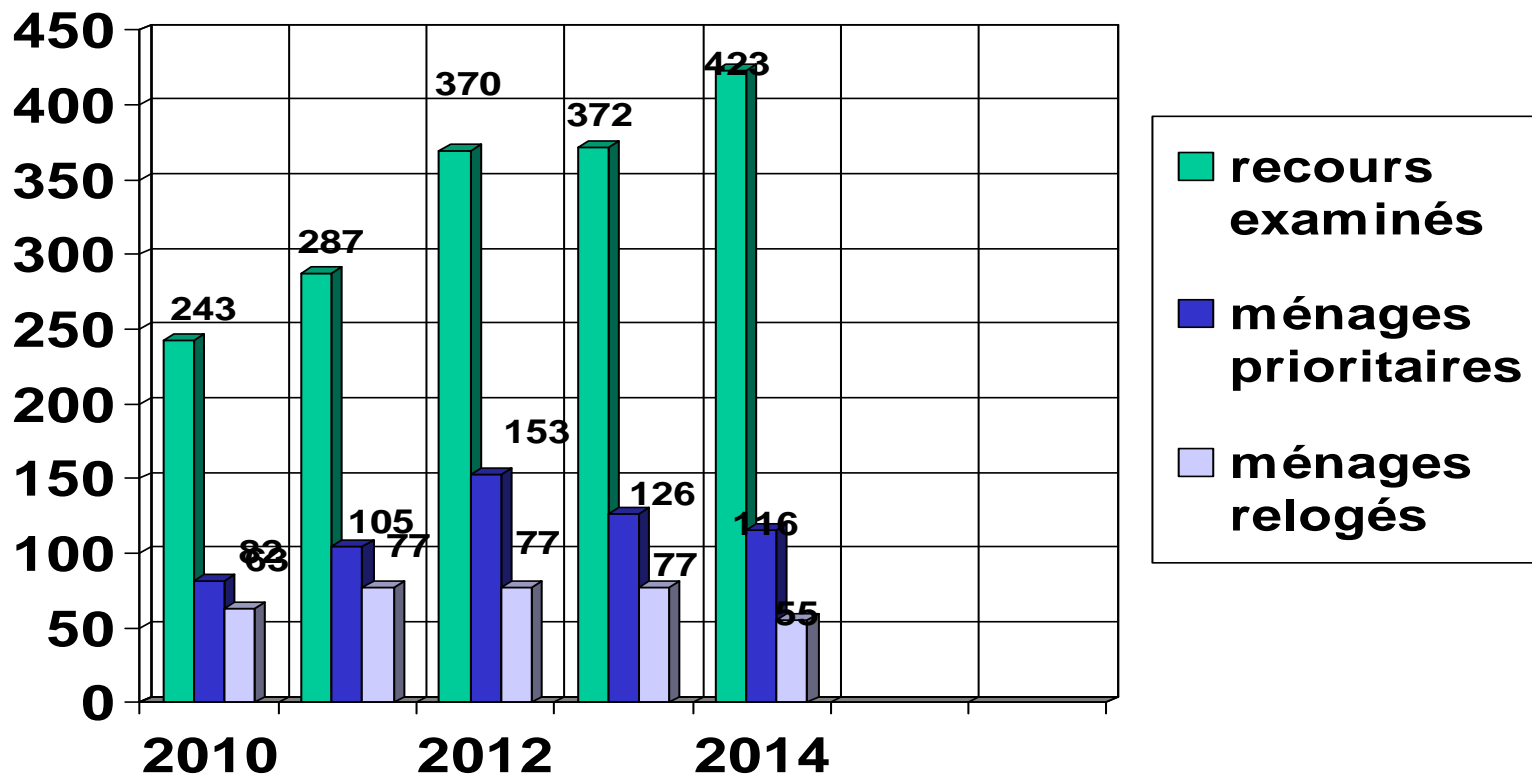


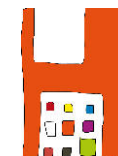
Action 16 : le Droit Au Logement Opposable – DALO dans le Gard

| | Recours examinés | Ménages déclarés prioritaires | Relogés |
|------|---------------------|-------------------------------------|---------|
| 2010 | 243 | 82 | 63 |
| 2011 | 287 | 105 | 77 |
| 2012 | 370 | 153 | 77 |
| 2013 | 372 | 126 | 77 |
| 2014 | 423 | 116 | 55 |



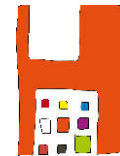
Action 16 : évolution du DALO depuis 2010



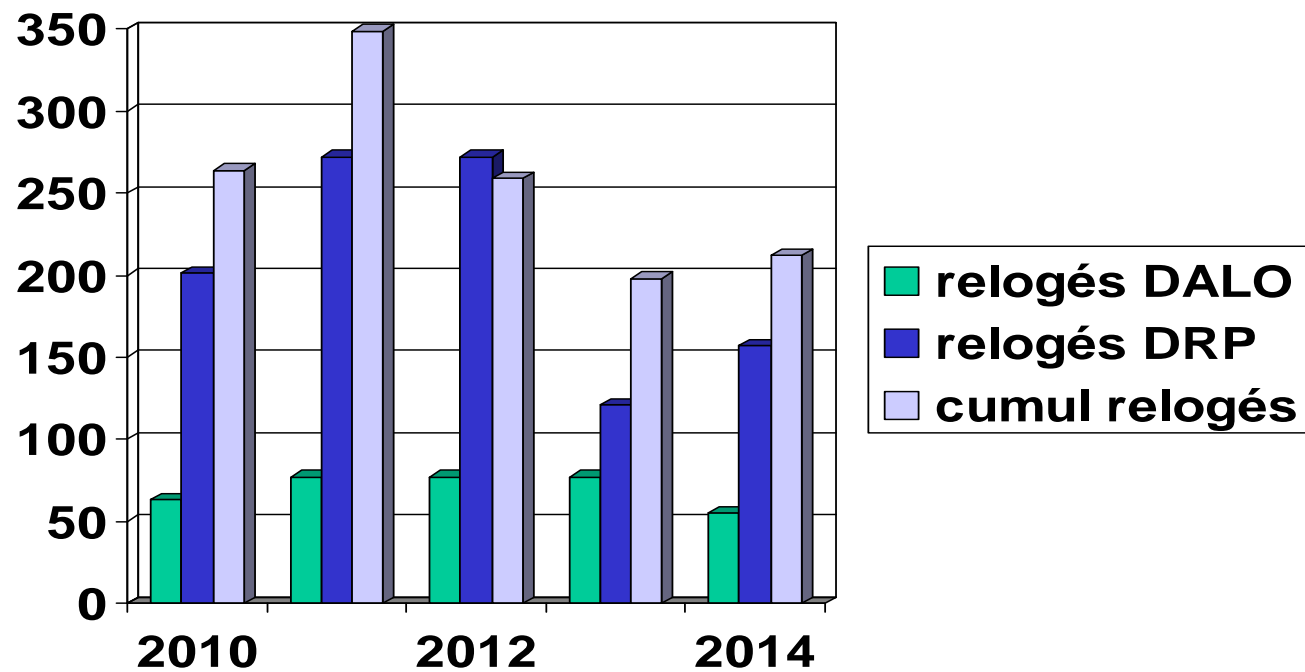


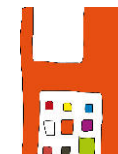
Action 16 : Cumul des relogements DRP-DALO: évolution de 2010 à 2014

| | Relogés DALO | Relogés DRP | Total relogés |
|-------------|-----------------|----------------|---------------|
| 2010 | 63 | 201 | 264 |
| 2011 | 77 | 272 | 349 |
| 2012 | 77 | 182 | 259 |
| 2013 | 77 | 121 | 198 |
| 2014 | 55 | 157 | 212 |



Action 16 : Cumul des relogements DRP-DALO: évolution de 2010 à 2014

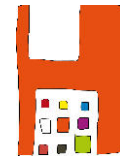




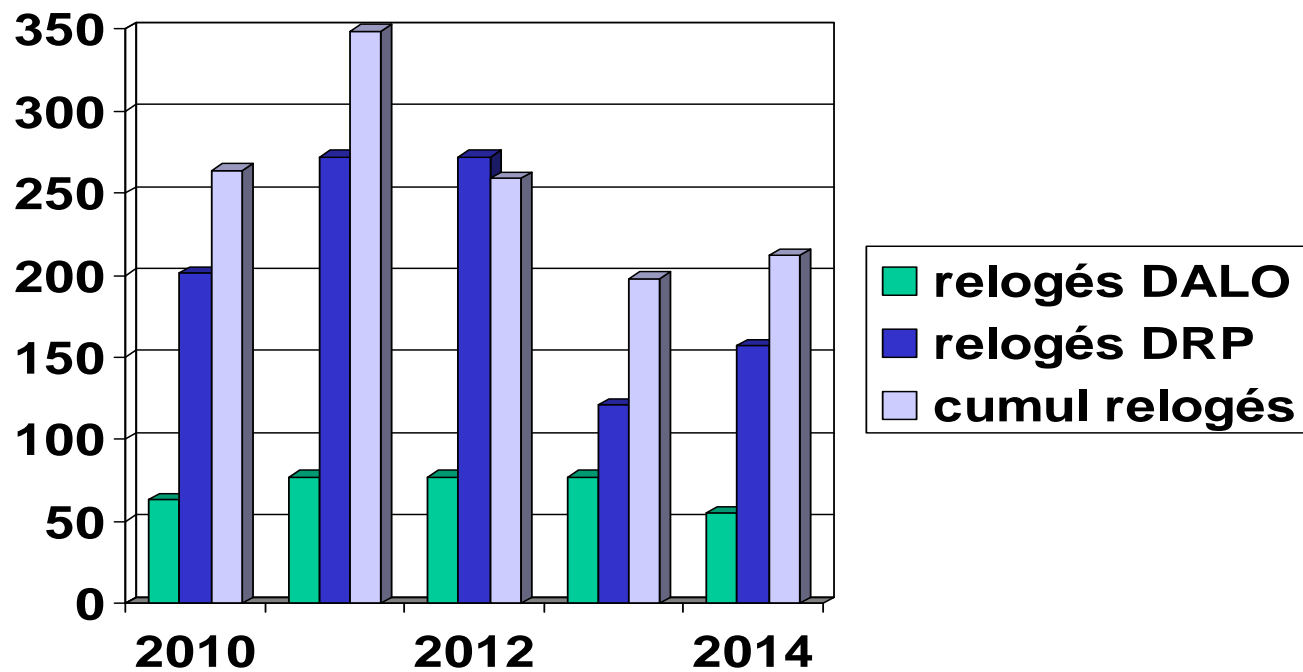
Cumul des relogements déclarés prioritaires DRP-DALO

| | DALO | | | DRP | | | Total | | |
|------|--------------------------------------|--------------------|------|--------------------------------------|--------------------|------|--------------------------------------|--------------------|------|
| | Dossiers Déclarés prioritaires | Ménages relogés | % | Dossiers Déclarés prioritaires | Ménages relogés | % | Dossiers Déclarés prioritaires | Ménages relogés | % |
| 2008 | 173 | 94 | 54 % | 372 | 262 | 70 % | 545 | 356 | 65 % |
| 2009 | 130 | 73 | 56 % | 410 | 272 | 66 % | 540 | 345 | 64 % |
| 2010 | 82 | 63 | 77 % | 334 | 201 | 60 % | 416 | 264 | 63 % |
| 2011 | 105 | 77 | 73 % | 586 | 272 | 46 % | 691 | 349 | 50 % |
| 2012 | 153 | 77 | 50 % | 448 | 182 | 41 % | 601 | 259 | 43 % |
| 2013 | 126 | 77 | 61 % | 447 | 126 | 28 % | 578 | 208 | 36 % |
| 2014 | 116 | 55 | 47% | 260 | 157 | 60% | 376 | 212 | 56% |

% au regard des dossiers déclarés prioritaires



Action 16 : Cumul des relogements DRP-DALO: évolution de 2010 à 2014





Objectif III :

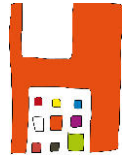
**Optimiser le rapprochement entre l'offre
et la demande de logements et
d'hébergement**

Action 17 :

**Favoriser les mutations au sein du parc social
pour le public prioritaire du plan.**

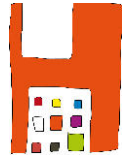


| Bailleur social | Demandes mutations prioritaires en 2014 | | Relogés même bailleur | Autres |
|-------------------------|---|--|-----------------------|--|
| | nbre | motif | | |
| NOUVEAU LOGIS PROVENCAL | 1 | Handicap-santé | | |
| HABITAT DU GARD | 26 | 18 Handicap-santé 8 Sur/sous occupation | 5 | 1 relogé autre bailleur 1 sera relogé après travaux |
| LOGIS CEVENOL | 3 | Handicap-santé | | |
| DOMICIL | 2 | 1 Handicap-santé 1 sur/sous... | | |
| SEMIGA | 2 | Sur/sous... | 1 | |
| SFHE | 4 | 3 Handicap-santé 1 sur/sous... | | |
| UN TOIT POUR TOUS | 5 | Handicap-santé | | 1 décès de la locataire |
| ERILIA | 1 | Handicap-santé | | |
| GRAND DELTA HABITAT | 2 | Sur/sous... | | 1 relogé parc privé |
| ICF | 1 | Handicap-santé | | |
| Total | 47 | | 6 | 4 |



Favoriser les mutations au sein du parc social pour le public prioritaire du plan.

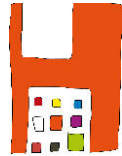
- Dispositif en questionnement en lien avec le relogement prioritaire (DRP/DALO/SIAO)
- Mobilisation inégale des bailleurs
- Demandes trop souvent ciblées (logement individuel, quartiers...)
- Problème récurrent des très grandes familles
- Prise en compte en 2014 des personnes avec handicap fauteuil par Loc'Adapt30



**Objectif III : optimiser le rapprochement entre
l'offre et la demande de logement**

Action 18 :

**Améliorer le service public de l'hébergement et
de l'accès au logement – le Service Intégré
d'Accueil et d'Orientation (SIAO)**

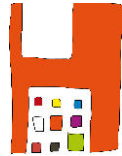


Action 18 : Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

Le partenariat entre le « 115 » et les différentes institutions a été amplifié en 2014. La Croix-Rouge Française a pu formaliser des conventions avec 5 hôtels du département, et des procédures ont été définies avec les centres d'accueil.

En septembre 2014, une Convention entre l'Etat et plusieurs opérateurs associatifs, relative à l'hébergement des femmes victimes de violences, a permis de formaliser un travail en réseau pour améliorer le repérage, l'orientation et les modalités d'accompagnement et de prise en charge de ce public.

Le secrétariat du SIAO s'est agrandi avec l'embauche de 2 personnes sur des fonctions de secrétariat et de coordination pour optimiser le traitement des demandes, faire le lien entre urgence et insertion, et harmoniser les pratiques en développant la fonction observatoire du SIAO.



Action 18 : Les chiffres du SIAO en 2014

Nombre de personnes ayant fait une demande d'hébergement, de logement adapté ou de logement ordinaire :

1484 personnes, soit 854 ménages

67% des demandes proviennent de Nîmes et son agglomération,

37% des demandes concernent des hommes seuls,

15 % des demandes faites font suite à un problème de logement (expulsion, perte du logement, insalubrité, logement inadapté ...)

14% des demandes faites font suite à une rupture conjugale ou familiale,

8% des demandes faites suite à une sortie de CADA

Etat des demandes 2014 au printemps 2015

1/3 des demandes en attente

48% de réponses négatives

19% de réponses positives



L'hébergement d'insertion

2013

Stabilisation

172 demandes

54 admissions

31%

CHRS

226 demandes

36 admissions

15%

2014

Stabilisation

401 demandes

87 admissions

22%

CHRS

1190 demandes

154 admissions

13%



Logement accompagné

2013

Pensions de famille

116 demandes

32 admissions

28 %

Intermédiation

Locative

54 demandes

8 admissions

15 %

2014

Pensions de famille

267 demandes

38 admissions

14 %

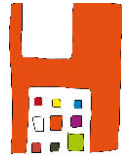
Intermédiation

Locative

153 demandes

33 admissions

21 %



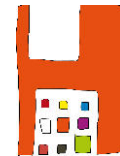
Accès au logement autonome

2013

25 demandes
4 relogements dans
le parc public
(16%)
7 relogements dans
le parc privé
(28%)

2014

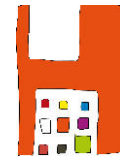
16 demandes
7 relogements dans
le parc public
(44%)
2 relogements dans
le parc privé
(12%)
1 orientation IML
Hérault



**Objectif III : Optimiser le rapprochement entre
l'offre et la demande de logement**

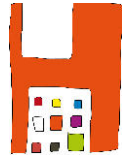
Débat, questions ?





Objectif IV :

**Accompagner les ménages et
contribuer à leur solvabilité**



Objectif IV :

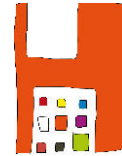
**accompagner les ménages et
contribuer à leur solvabilité**

Action 19 :

**accompagner individuellement les ménages
(contribution du FSL)**

Action 24 :

**contribuer à la solvabilité des ménages
(FSL/aides financières)**



Modification du règlement intérieur

- ↪ Modification des plafonds de ressources (en fonction de la composition familiale) en juin 2014 concernant :
 - le FSL ACCES, MAINTIEN et l'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL), pour une personne seule, il est fixé à 90% du montant de l'AAH au 31 décembre 2013
 - le FSL CHARGES : il est égal au montant des ressources ouvrant droit à la CMU-C au 31 décembre 2013.
- ↪ Suppression de la modalité d'aide à l'ouverture des compteurs eau, énergie en juillet 2014. Cette aide est prise en compte par le FSL charges.



ACCES

Action 19 : accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL

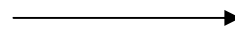
2014

Nombre de ménages aidés



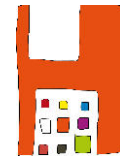
3 238

Montants engagés



2 492 069 €

La moyenne de l'aide est de 770 €



MAINTIEN

Action 19 accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL

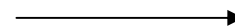
2014

Nombre de ménages aidés



1 154

Montants engagés



956 223 €

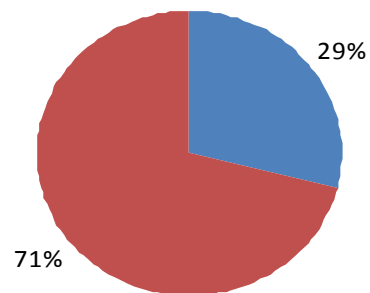
La moyenne de l'aide est de 829 €



Répartition des aides FSL Accès – FSL Maintien dans le parc locatif privé – parc locatif social

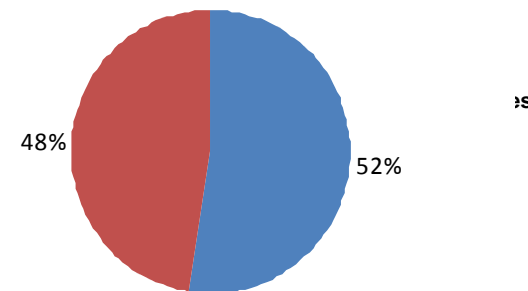
Acces 2014

■ Parc Public ■ Parc Privé



Maintien 2014

■ Parc Public ■ Parc Privé

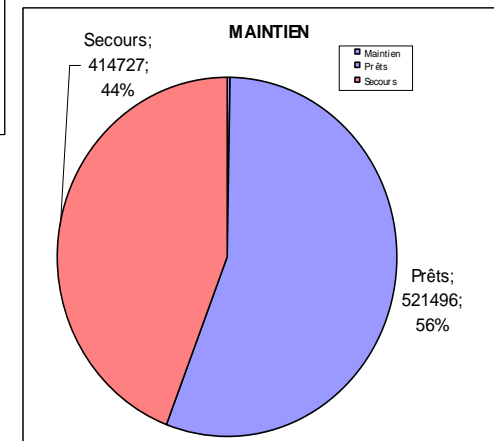
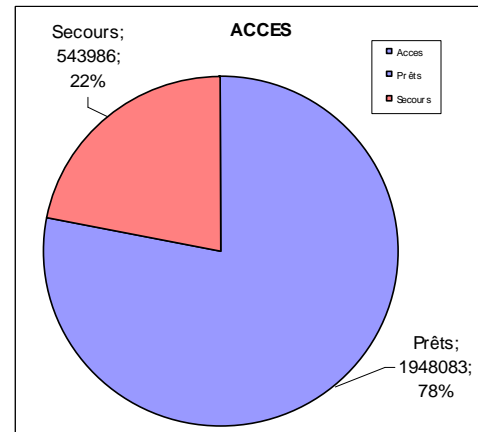
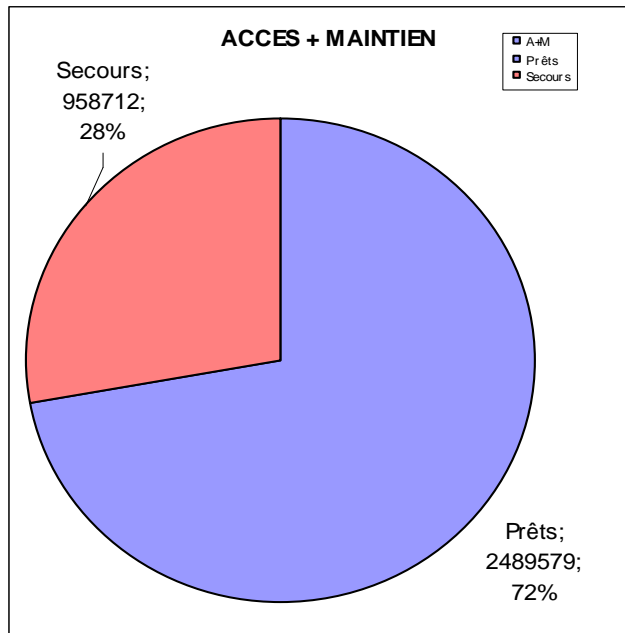


C'est une constante du FSL.

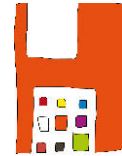
Son intervention permet de reloger le public du PDALPD majoritairement dans le parc privé et de se maintenir dans un logement social dans un peu plus de la moitié des cas.



Rapport prêts/secours FSL Accès CCES MAINTIEN



Plus des 2/3 des aides Accès Maintien accordées sous forme de prêts. La part des prêts est plus importante sur l'accès (près de 80%)



Typologie du public aidé par le FSL

PUBLIC FSL

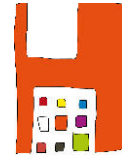
=

PUBLIC DU PDALPD

60% des ménages sont
allocataires du RSA

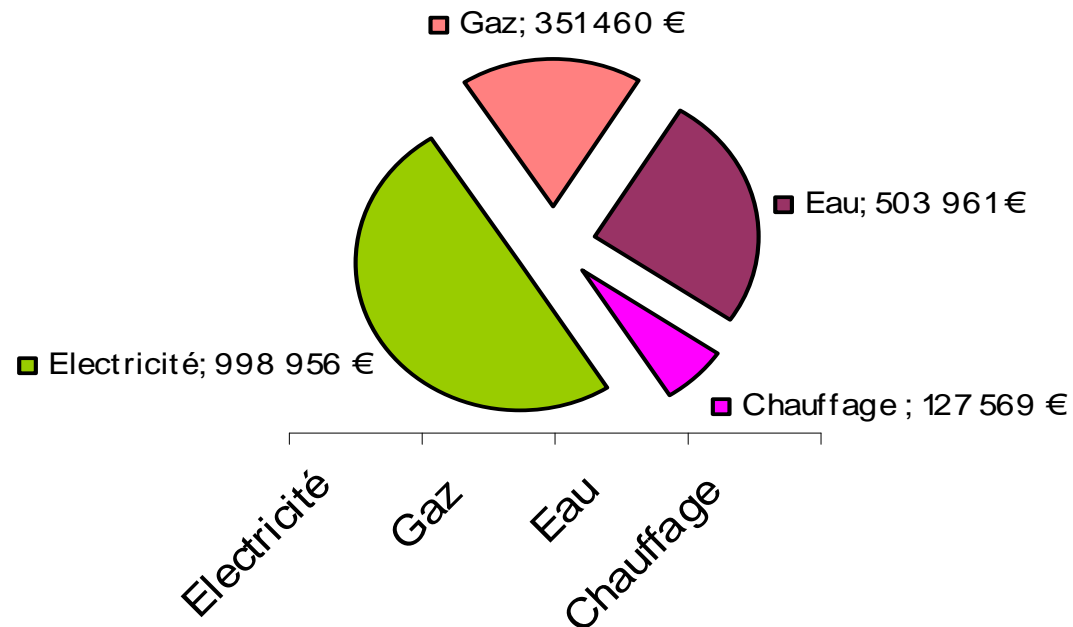
Majoritairement de familles
monoparentales (40 %) et de
personnes seules (40 %)

1/4 des ménages aidés par le FSL
pour accéder à un logement sont
en situation d'hébergement ou
sans logement.

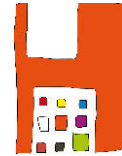


Action 19 : accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL

FSL Charges montant

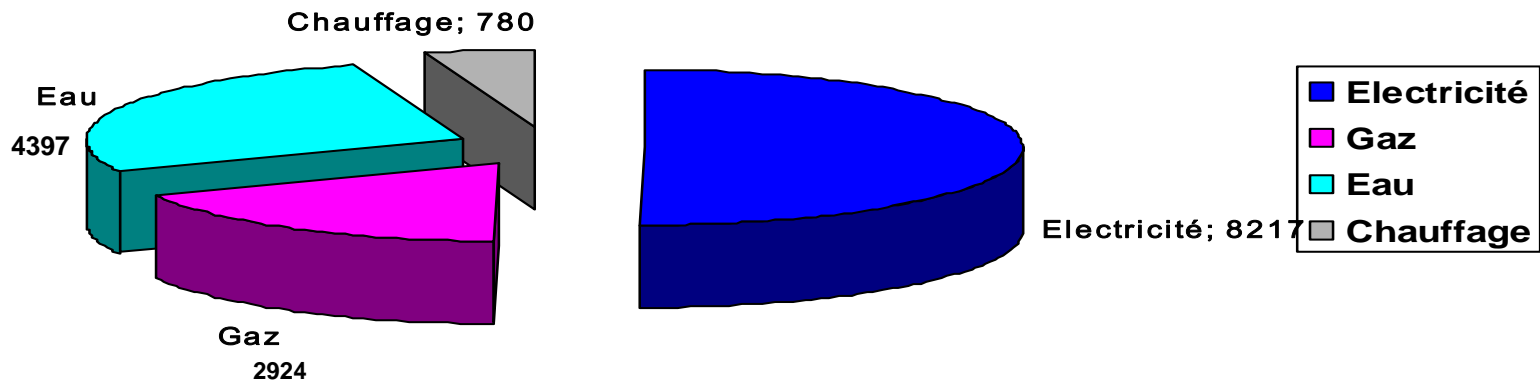


Le montant total des aides s'élève à 1 981 946 €. La moitié des aides financières concernent l'électricité, 1/4 sont affectées à l'eau.

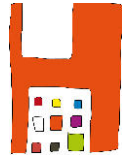


Action 19 : accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL

FSL CHARGES NOMBRE



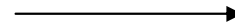
16 318 aides aux charges liées au logement eau énergie chauffage



Action 19 : accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL ASLL

2014

Aides à l'accès



456

Aides à l'installation



45

Aides au maintien



167

668 ménages accompagnés dans le cadre d'une mesure ASLL par trois associations ALG - ESPELIDO - LA CLEDE



Action 19 : accompagner individuellement les ménages : contribution du FSL ASLL

INTERVENTIONS SOCIALES POUR LA PREVENTION DES EXPULSIONS DOMICILIAIRES

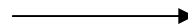
2014

3 associations ASLL



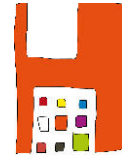
782

service social territorial



722

1504 demandes d'intervention sociale dans le cadre des assignations
pour impayés de loyer 890 ménages rencontrés au stade de
l'assignation



ACTIONS PDALPD - FSL

Action 6 : promouvoir le logement décent



CAF visa décence 9 000 €

Action 14 : capter des logements dans le parc privé au bénéfice du public du PDALPD

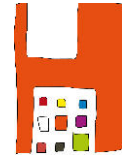


ALG Boutique logt/ PST
réhabilitation solidaire 435 000 €

Action 20 : accompagner les ménages dans le cadre d'actions collectives



ALG : Ateliers Recherche Logement (ARL)
Compagnons Bâisseurs : Ateliers de quartier 81 000 €
La Pléiade :
action logement solidaire 29 000 €
Actions collectives logement service social territorial



ACTIONS PDALPD - FSL

Action 27 : Coordonner les actions de prévention des expulsions



CAF : CCAPEX 31 050 €

Action 30 : améliorer la prise en compte des publics spécifiques



ALG : public jeune 72 675 €



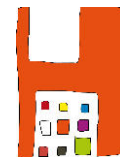
FSL 2014

Gestion confiée à la CAF

| <i>Dépenses</i> | | <i>Recettes</i> | |
|------------------|-----------|---------------------------------|------------------|
| Accès | 2 492 069 | Participations volontaires dont | 215 715: |
| Maintien | 956 223 | Communes et CCAS | 74 013 |
| ASLL | 726 031 | CAF et MSA | 81 700 |
| Actions PDALPD | 849 600 | Organismes HLM | 60 002 |
| Frais de gestion | 274 500 | Remboursement des prêts | 2 018 566 |

Gestion directe Conseil Général

| | | | |
|--------------|------------------|--|------------------|
| | | EDF | 558 000 |
| FSL Charges | 1 981 946 | GDF | 143 000 |
| | | Participation département dont compensation financière de l'Etat | 4 129 373 |
| Total | 7 280 369 | Total | 7 280 369 |

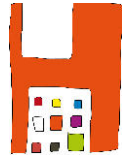


ATELIER RECHERCHE LOGEMENT

- ◆ ***Savoir chercher***
- ◆ ***Savoir louer***
- ◆ ***Savoir habiter***

Bilan 2014

Action financée par le FSL



Action 20 : Accompagner les ménages dans le cadre d'actions collectives – les Ateliers Recherche Logement

ATELIER RECHERCHE LOGEMENT

Objectif : Dans le cadre d'une action collective, l'ARL est un outil pédagogique en direction du public PDALPD. S'appuyant sur l'information et la dynamique de groupe, les ARL ont pour objectif de mobiliser les personnes dans leur démarche de relogement.

Orientation : instruction d'une demande de participation par les travailleurs sociaux de secteur et les partenaires



Les ateliers

- **Les ateliers permanents** se déroulent à Nîmes en direction prioritairement des publics CHRS, associations caritatives et sociales, FJT, MLJ... En 2014, 3 ateliers ont été mis en place.
- **Les ateliers mobiles et les modules thématiques** sont itinérants sur les communes du Gard en appui sur les circonscriptions d'action sociale. En 2014, 2 modules thématiques « précarité énergétique » se sont déroulés à Roquemaure et 4 modules « jeunes » à Bagnols sur Cèze.

| | Dossiers reçus | Dossiers acceptés | Bénéficiaires RSA |
|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| ARL permanents | 51 | 41 | 36 |
| ARL mobiles | 26 | 26 | 4 |

Les ARL permanents ont permis d'apporter une réponse adaptée (au terme de l'ARL) pour environ 50 % des participants.



Action 23 : sensibiliser le public du plan et les propriétaires bailleurs à la maîtrise des énergies

Bilan des activités 2014 :

- Comité de suivi :

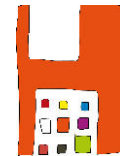
Présentation de la boîte à outils « sensibilisation à la lutte contre la précarité énergétique »,

Point sur le Programme « Habiter mieux ».

- Poursuite des 4 journées de Formation organisées par le CAUE sur la maîtrise des énergies.

Perspectives 2015 :

Mise en œuvre d'une demi journée de formation complémentaire pour travailler sur les consommations d'énergie.



**Objectif IV :
Accompagner les ménages et
contribuer à leur solvabilité**

Débat, questions ?



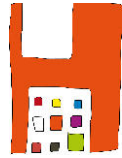


Objectif V :
prévenir les expulsions domiciliaires

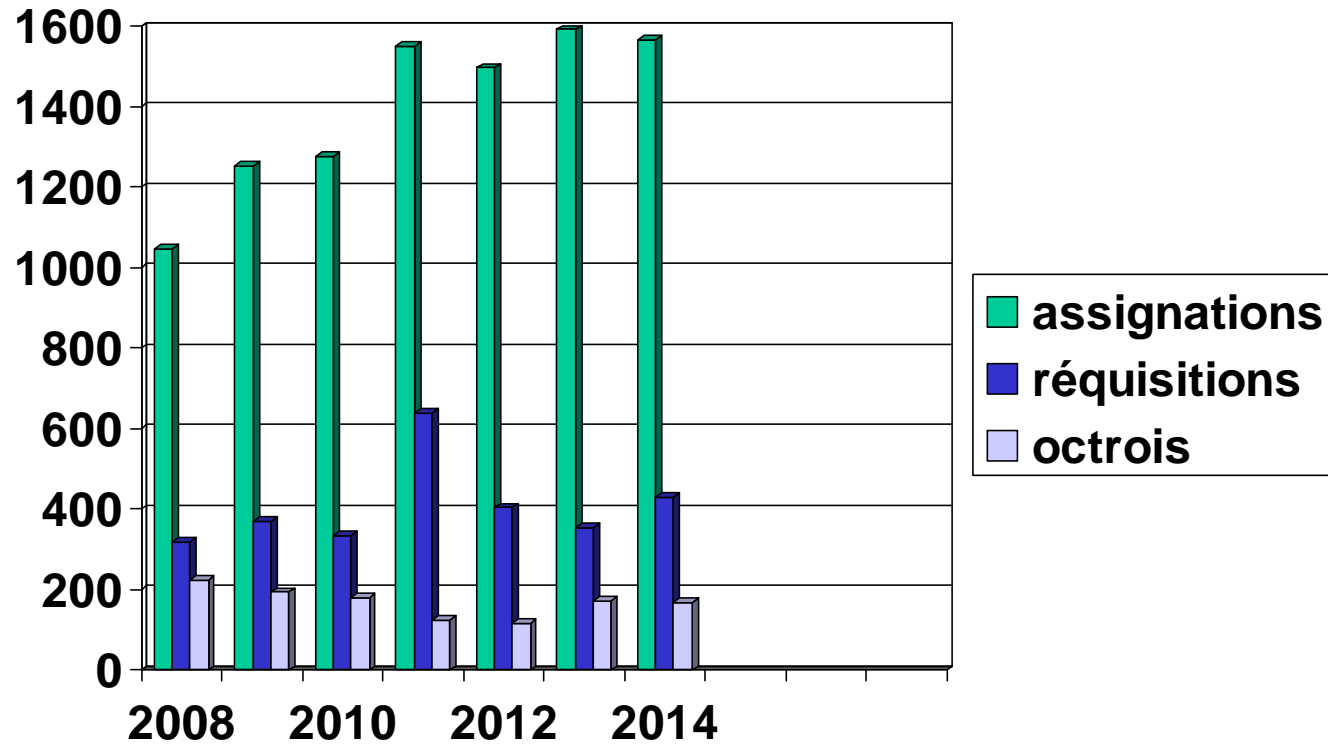


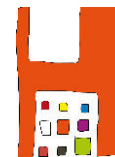
Les expulsions domiciliaires dans le Gard : évolution de 2008 à 2014

| | ASSIGNATIONS | CQL | RFP | OFFP |
|------|--------------|-----|-----|------|
| 2008 | 1047 | 581 | 318 | 167 |
| 2009 | 1253 | 596 | 370 | 194 |
| 2010 | 1276 | 567 | 334 | 180 |
| 2011 | 1549 | 640 | 394 | 126 |
| 2012 | 1497 | 709 | 404 | 117 |
| 2013 | 1592 | 696 | 354 | 171 |
| 2014 | 1565 | 796 | 429 | 169 |



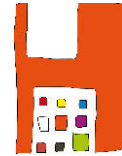
Les expulsions domiciliaires dans le département : évolution depuis 2008



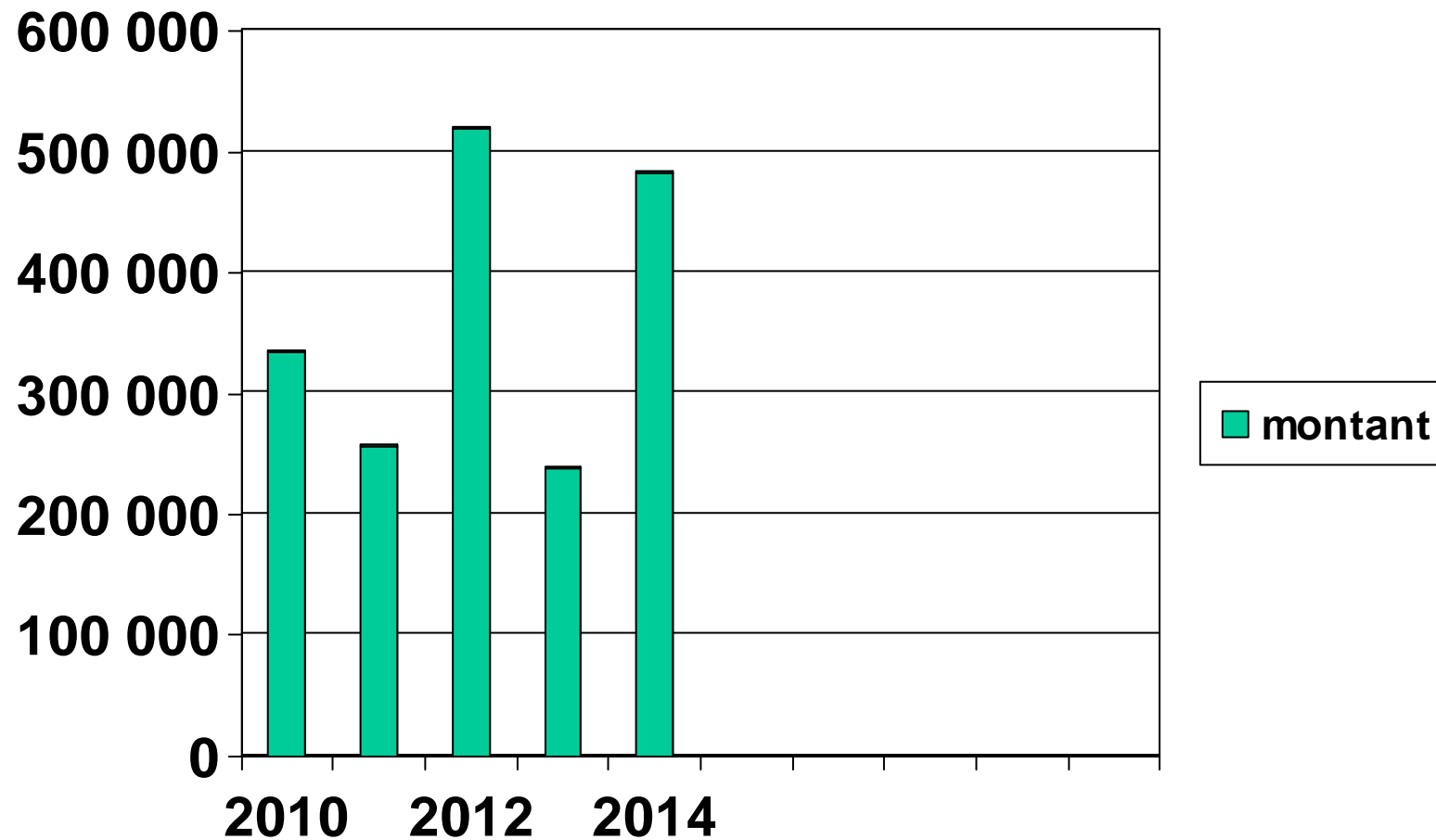


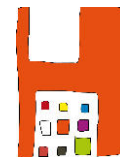
**Expulsions domiciliaires :
montants des indemnisations versées par l'Etat pour
non-octroi ou octroi tardif du CFP**

| Année | Bailleurs privés | | Bailleurs sociaux | | Total |
|--------------|-------------------------|------------------|--------------------------|------------------|--|
| 2014 | 60 dossiers | 218 862 € | 66 dossiers | 263 703 € | 482 565 € pour 126 dossiers |



Evolution depuis 2010 des indemnisations versées par l'Etat aux bailleurs pour octroi tardif ou non-octroi de la force publique





Objectif V :

prévenir les expulsions domiciliaires

Action 27 :

Coordonnées les actions de prévention des expulsions



Action 27: coordonner les actions de prévention des expulsions

la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions-CCAPEX :

- **24 commissions** : 11 parc privé, 13 parc social
- un total de **638 examens**, répartis entre :
 - le **parc social** : **359 examens** (215 dossiers)
 - le **parc privé** : **279 examens** (184 dossiers)



La CCAPEX parc social en 2014

Sur les 359 examens:

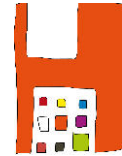
- 205 (58 %) pour lesquels la commission s'est prononcée pour une recherche supplémentaire de solutions en vue d'un maintien ou d'un relogement,
- 62 (17%) pour lesquels une solution a été trouvée (dette soldée, locataire relogé, protocole signé ...)
- 80 (22 %) ont fait l'objet d'un avis de la commission « pas de solution pour éviter l'expulsion »
- 12 situations (3%) : maintien de l'aide au logement



La CCAPEX parc privé en 2014

Sur les 279 examens:

- 128 (47 %) pour lesquels la commission s'est prononcée pour une recherche supplémentaire de solutions en vue d'un maintien ou d'un relogement,
- 54 (19%) pour lesquels une solution a été trouvée
- 82 (29%), pour lesquels la commission a émis un avis « pas de solution »
- 12 situations (5%) : maintien de l'aide au logement



CCAPEX BILAN D'ACTIVITE 2014 CONSEIL GÉNÉRAL - Service Logement

Commission BAILLEURS SOCIAUX

200 ménages concernés

164 ont fait l'objet d'un examen par le service social départemental
dont 7 mesures ASLL – 1 MASP
15 FSL maintien avec signature d'un nouveau bail
4 FSL maintien avec mutation économique

| | | |
|--------------------------------|--------------------------|----------------------|
| Répartition par UTASI : | Grand Nîmes | 84 situations |
| | Cévennes Aigoual | 18 situations |
| | Gard Rhodanien | 35 situations |
| | Camargue Vidourle | 27 situations |



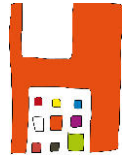
CCAPEX BILAN D'ACTIVITE 2014 CONSEIL GÉNÉRAL - Service Logement

Commission BAILLEURS PRIVÉS

170 ménages concernés

110 ont fait l'objet d'un examen par le
service social départemental
2 RSA
dont 24 mesures ASLL – 4 MASP
3 FSL

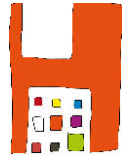
| | | |
|--------------------------------|--------------------------|----------------------|
| Répartition par UTASI : | Grand Nîmes | 47 situations |
| | Cévennes Aigoual | 7 situations |
| | Gard Rhodanien | 21 situations |
| | Camargue Vidourle | 35 situations |



CONVENTION CONSEIL GENERAL – CAF relative au suivi des impayés

Nombre d'avis de la CCAPEX en vue de maintenir l'aide au logement au-delà du délai légal pour les situations faisant l'objet d'un accompagnement social du service social départemental et/ou d'une mesure ASLL

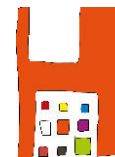
27 { 12 — parc social
15 — parc privé



CONVENTION CONSEIL GENERAL - CAF relative au suivi des impayés

164 situations connues du service social territorial pour 200 ménages concernés :

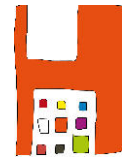
- Près de 100 situations ont fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la convention sur la période des 3 mois avant la suspension de l'aide au logement
- 40 % dette soldée (FSL plan d'apurement moratoire)
- 25 % relogement
 - 20 % maintien de l'aide au logement au-delà des délais légaux après avis de la CCAPEX
- 5 % suspension de l'aide au logement



Objectif V : Prévenir les expulsions domiciliaires

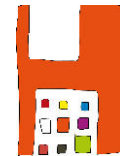
Débat, questions ?





Objectif VI :

**Renforcer le pilotage et
l'animation du Plan**



Objectif VI :

**Renforcer le pilotage et
l'animation du plan**

Action 28 :

**Contractualiser les actions du PDALPD sur les
Communautés d'agglomération**



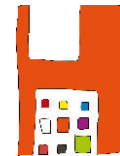
Action 28 contractualiser les actions du PDALHPD avec les Communautés d'Agglomération

Principales actions communes :

- Production de logements (dont PLAI) et Hébergement
- Lutte contre l'Habitat Indigne
- Habiter Mieux
- Participation au FSL (Communes ou EPCI)

Actualité pour les années à venir :

- Création sur les territoires des EPCI de « Plan Partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs » et des « conférences intercommunales de gestion de la demande »

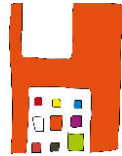


Objectif VI:

**Renforcer le pilotage et
l'animation du plan**

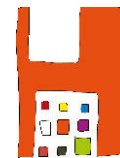
Action 32 :

**Initier une plus grande participation
des usagers**



Le Conseil Consultatif Régional des Personnes Accompagnées (CCRPA)

- 3 rassemblement régionaux dans l'année (30 à 50 usagers à chaque fois)
- Thématiques abordées : l'alimentation, la violence institutionnelle, bilan et fonctionnement du CCRPA
- Productions de comptes rendus

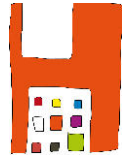


Objectif VI :

Renforcer le pilotage et l'animation du plan

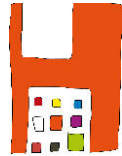
Action 33 :

Rendre lisible le lien entre le PDALHPD et les autres documents de cadrage de l'action publique



Actions communes avec les autres schémas

- Plan Départemental de l'Habitat
Action 6,7,9,10 et 12 du PDALHPD repris in-extenso dans le PDH (Logt non décent et indigne, habitat précaire et Habiter mieux)
Ateliers Habitat indigne et Habiter Mieux aux assises de l'Habitat
- Schéma Départemental d'Organisation Sociale et Médico-sociale en Faveur de l'Autonomie des Personnes
Loc'Adapt 30 et Maisons en partage présentés en PDALHPD



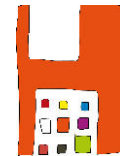
Actions communes avec les autres schémas (2)

- Schéma Départemental d'accueil des Gens du voyage
Action de lutte contre l'habitat précaire partagé entre les deux schémas (deux premières réalisations : La Grand-combe et Alès)
- Nouveaux Contrats de ville
Réflexions dans le cadre du pilier « Habitat Cadre de vie »
notamment au regard de la lutte contre le mal logement dans les quartiers anciens
Question du peuplement en lien avec le relogement prioritaire DRP/DALO/SIAO



Schémas prochainement renouvelés

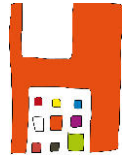
- Schéma Départemental d'Organisation Sociale et Médico-sociale en Faveur de l'Autonomie des Personnes
- Plan Départemental d'Insertion et de Lutte contre les exclusions
- Schéma Départemental de la petite enfance, de l'enfance et de la famille



Objectif VI :
Renforcer le pilotage et l'animation du plan

Débat, questions ?





Prochain Comité Responsable à l'automne 2015